



Crédits photos: Grassroots International

Combattre Monsanto

Résistance populaire au pouvoir de l'industrie agroalimentaire à l'heure de 'l'économie verte' et du changement climatique

La Via Campesina, Les Amis de la Terre International, Combat Monsanto



Les Amis
de la Terre
International



Combat
Monsanto

POUR QUE LE MONDE DE MONSANTO NE DEVIENNE JAMAIS LE NOTRE

Données techniques

Nom: "Combattre Monsanto: Résistance populaire au pouvoir de l'industrie agroalimentaire à l'heure de 'l'économie verte' et du changement climatique

Auteur: Joseph Zacune avec les contributions de militants du monde entier (zacune@gmail.com)

Éditeur: Ronnie Hall (ronnihall@gmail.com)

Coordination de l'ouvrage en français: Héloïse Claudon (Combat Monsanto)

(heloise.claudon@combat-monsanto.org)

Mars 2012



SOMMAIRE

Synthèse / 2

Profil de l'entreprise - Monsanto / 3

Les oppositions à Monsanto en Europe / 5

Une décennie de résistance française aux OGM / 5

Mouvements espagnols contre les cultures GM / 9

Mouvement de paysans allemands pour des régions sans OGM / 10

Organisation d'un mouvement pour la souveraineté alimentaire en Europe / 10

L'Inde dit non à Monsanto! / 11

L'aubergine Bt et la biopiraterie / 11

La domination du coton Bt sur le secteur cotonnier / 11

La spirale de la dette continue de provoquer des suicides / 12

Lutte contre les partenariats public-privé de Monsanto / 13

Résistance à Monsanto en Amérique latine / 14

Mouvement des paysans brésiliens contre l'agronégoce / 14

Moratoire de dix ans sur les transgéniques au Pérou / 15

Décision historique sur le soja toxique en Argentine / 15

Les Haïtiens s'opposent à l'aide aux semences / 16

Les réseaux du Guatemala tirent la sonnette d'alarme au sujet des nouvelles propositions sur la biosécurité / 17

Plans de batailles aux Etats Unis / 17

Arrêter la propagation des cultures transgéniques dans les réserves naturelles nationales / 17

Résistance africaine aux OGM / 19

La lutte malienne pour une agriculture sans OGM / 19

Les paysans d'Afrique du Sud rejettent le maïs transgénique / 19

L'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique / 20

Gouvernance mondiale / 21

Rio+20 et l'économie verte / 21

Agriculture intelligente face au changement climatique (Climate-smart agriculture) / 21

Risques pour l'agriculture lors des négociations de la Convention cadre des Nations unies sur le climat / 23

Les mécanismes du marché et le moratoire sur les projets de géo-ingénierie de la Convention des Nations unies sur la Diversité biologique / 25

Conclusion / 27

Encadrés

Les OGM dans le monde : une poignée de semences dans les mains de quelques pays / 4

La souveraineté alimentaire / 5

Les paysans défendent leurs semences à travers le monde / 9

Pas de miel contaminé par les OGM en Europe / 10

Syngenta et l'assassinat du dirigeant MST, Valmir Mota d'Oliveira / 14

Roundup, 'super mauvaises herbes' et secret / 18

Agriculture paysanne contre agriculture industrielle / 23

Géo-ingénierie – Accaparement des terres / 26

Références / 29



SYNTHÈSE

Ce rapport décrit quelques aspects des luttes sur le terrain contre Monsanto et d'autres firmes de biotechnologie qui poussent à l'utilisation des plantes génétiquement modifiées (plantes GM).¹ Il montre que les petits paysans biologiques, les communautés locales et les mouvements sociaux dans le monde entier résistent et rejettent Monsanto ainsi que le modèle agro-industriel qu'elle représente. Une opposition intense se dresse contre cette multinationale qui colporte ses produits transgéniques sans aucune considération pour leurs coûts environnementaux et sociaux.

Ce rapport démontre que les fortes objections des mouvements sociaux et des organisations de la société civile ont un impact sur les décideurs politiques chargés d'encadrer le secteur agroalimentaire et d'édicter les règles en matière de pesticides et de cultures transgéniques.

En Inde, par exemple, un moratoire sur la culture de l'aubergine Bt, une version transgénique de cet aliment de base Indien, a été instauré. Mahyco-Monsanto ont ainsi été officiellement accusés de biopiraterie par les Autorités indiennes sur la Biodiversité (National Biodiversity Authority). Après une décennie d'opposition populaire en Inde, un mouvement qui rejette l'approche néocolonialiste de Monsanto, s'est regroupé sous la bannière 'L'Inde dit non à Monsanto!' et demande que cette multinationale soit éjectée du pays. Cela libérerait l'industrie indienne du coton de la mainmise actuelle de Monsanto, et contribuerait à l'arrêt des suicides des petits paysans endettés par les coûts toujours croissants des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Le mouvement contre Monsanto s'intensifie aussi en Amérique latine et aux Caraïbes. Les puissants mouvements paysans continuent à promouvoir des initiatives alternatives de souveraineté alimentaire. En Haïti, des mobilisations de masse ont rejeté les dons de 'semences hybrides' après le tremblement de terre, en raison des menaces que cette 'aide' faisait peser sur les petits paysans et la souveraineté alimentaire de ce pays. Un moratoire de dix ans a été introduit au Pérou et une législation restreint l'utilisation de pesticides près des habitations dans certaines régions d'Argentine. Des réseaux anti-OGM au Guatemala ont lancé un avertissement contre des projets de législation et au sujet des programmes de développement américains qui permettraient l'entrée de semences et d'aliments transgéniques dans le pays.

La majorité de l'opinion publique en Europe est toujours contre la production alimentaire d'OGM. Plusieurs pays européens ont interdit le maïs MON810 de Monsanto et les pommes de terre BASF Amflora, bien que la commission européenne se soit opposée à cette interdiction. Nombre d'actions directes se poursuivent également, dont celles des Faucheurs volontaires en France qui protègent la production alimentaire locale, et celles des activistes espagnols qui veulent sensibiliser l'opinion publique sur le soutien isolé que le gouvernement espagnol apporte aux cultures transgéniques.

Les militants anti-OGM doivent cependant faire face à de nombreux défis, en France et dans le monde. Parmi ces obstacles on compte des procès, des pressions pour lever les moratoires existants en Europe, et des techniques de lobbying agressif² déployées par l'industrie agroalimentaire. Les firmes sont ainsi passées par la justice française et européenne pour annuler le moratoire français sur le maïs MON810, bien que le gouvernement français ait depuis annoncé sa volonté de le rétablir.³

Aux Etats-Unis, Monsanto et d'autres sociétés de biotechnologie font aussi face à des poursuites judiciaires afin d'enrayer l'intrusion des plantes OGM dans les réserves naturelles.

Une Alliance Africaine pour la Souveraineté Alimentaire encourage les populations locales à éviter le mauvais exemple donné par l'Afrique du Sud qui a adopté cette technologie néfaste, bien que les variétés de plantes transgéniques en question n'aient pas donné les résultats escomptés: elles ne résistent ni à la sécheresse ni aux inondations. Les paysans maliens et les ONG continuent leur lutte pour arrêter la commercialisation des cultures transgéniques au Mali.

Sur tous les continents donc, les populations s'élèvent contre les OGM et pour la souveraineté alimentaire. Nous vivons pourtant une offensive de l'agronégoce sans précédent, sous la bannière de la nouvelle 'économie verte': un concept qui – dans les préparations



de Rio+20 – a été élaboré afin de donner un rôle encore plus grand aux multinationales et au marché. Cela pourrait permettre à l'agronégoce, dont Monsanto, de se réinstaller et de resserrer son pouvoir sur l'alimentation et l'agriculture et de faciliter la propagation du génie génétique – aggravant ainsi les crises alimentaires et climatiques.

Nous espérons donc que les témoignages et les analyses contenus dans ce rapport seront entendus et pris en compte par ceux qui définissent la façon dont la protection environnementale et la durabilité sont gérées. Nous espérons également qu'ils inspireront et unifieront les consommateurs, militants et mouvements qui sont déjà déterminés à démanteler le pouvoir de Monsanto. Les décideurs doivent adopter une nouvelle approche: en redonnant du pouvoir aux populations locales, des initiatives durables pourront rendre obsolètes les cultures transgéniques, les pesticides et autres pratiques de l'agronégoce.

L'utilisation de cultures transgéniques détruit la diversité essentielle des plantes, homogénéise l'alimentation et contribue à éradiquer les savoirs locaux et les cultures. C'est ainsi entre autres que les inégalités sociales, la pauvreté et l'exploitation des ressources naturelles continuent de s'étendre au sein de l'actuel système alimentaire capitaliste et néolibéral, car ce système se concentre sur la rentabilité plutôt que sur la production alimentaire durable.

Pourtant la souveraineté alimentaire est une alternative réelle et faisable. Elle ne se réduit pas aux populations agricoles : c'est une pratique qui doit être intégrée dans une approche plus vaste de développement de systèmes alimentaires durables. Regrouper ceux qui luttent contre Monsanto spécifiquement et ceux qui s'élèvent contre l'agronégoce en général nous aidera à développer des objectifs communs et une vision partagée afin de transformer nos sociétés. Il est temps d'agir contre Monsanto.

Profil de l'entreprise - Monsanto

Fondée en	1901
Président et Directeur général	Hugh Grant
Siège	St. Louis, Missouri, Etats-Unis
Chiffre d'affaires net (2011)	11,8 milliards \$
Bénéfices (2011)	1,6 milliard \$ ⁴

Site internet de Monsanto : www.monsanto.com

Monsanto – le principal fournisseur de semences génétiquement modifiées (GM)⁵ – a son siège au Missouri, aux Etats-Unis, et compte plus de 400 usines dans 66 pays. Son chiffre d'affaires net s'élevait à 11,8 milliards\$ en 2011.⁶

La société Monsanto a été fondée en 1901 avec pour activité initiale la fabrication de produits chimiques. Prenant de l'ampleur, Monsanto a commencé à produire des édulcorants pour les sociétés agroalimentaires, des produits chimiques agricoles dont le DDT,⁷ les PCB (produits toxiques)⁸ pour l'industrie, les composants de l'Agent Orange⁹ pour l'armée et l'hormone de croissance bovine.¹⁰

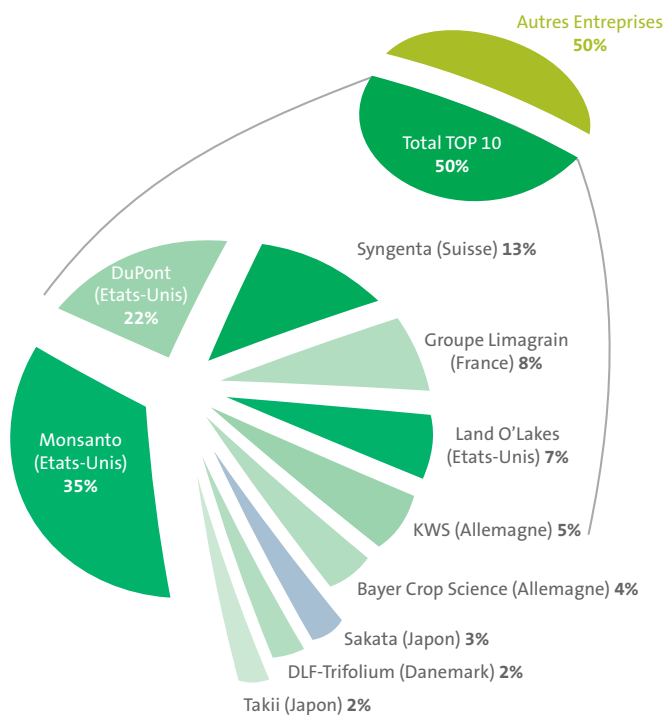
Dans les années 1980 et 1990, Monsanto s'est reconverti en se focalisant sur les processus de modification génétique. Cette évolution s'est consolidée alors que les semences génétiquement modifiées ont commencé à être commercialisées dans le milieu des années 90, et que les ventes mondiales de semences sont devenues le monopole de Monsanto qui a racheté les principaux semenciers.¹¹ En 2005, Monsanto était le plus grand semencier au monde, fournissant la technologie pour 90% des semences GM.¹² Monsanto contrôle 27% du marché des semences commerciales,¹³ et 90% du marché des semences de soja.¹⁴ L'application du processus de modification génétique s'est néanmoins limitée à un petit nombre de semences commerciales comme le soja, le maïs et le coton.

Le contrôle de Monsanto sur les variétés de semences a été renforcé par son exercice agressif du droit des brevets, qui oblige généralement les agriculteurs achetant ses semences brevetées à signer des contrats leur interdisant de conserver les graines et de les replanter. Ceux qui ne respectent pas cette clause peuvent faire l'objet de poursuites.



Bien que la société soit devenue leader du développement de traits génétiquement modifiés, seuls deux principaux traits génétiques ont débouché sur une production commerciale significative ces 16 dernières années: la tolérance aux herbicides et la résistance aux insectes.¹⁵ Plus spécifiquement, la plupart des variétés de semences GM de Monsanto ont été conçues pour être compatibles avec les pulvérisations de son herbicide Roundup à base de glyphosate. Cet herbicide phare est néanmoins lié à de graves maladies et malformations à la naissance: les communautés vivant à proximité de plantations GM en monoculture ont été frappées par l'empoisonnement de leurs terres et de graves problèmes de santé.¹⁶

Parts de marché des 10 premières entreprises du marché mondial de semences (TOP 10)



Source: 3D (2010)¹⁷

Monsanto et d'autres entreprises agroalimentaires soutiennent également que les cultures OGM sont la solution à la famine, au stockage de carbone et aux effets du changement climatique, y compris la sécheresse et les inondations - même si les différents essais ont systématiquement échoué. Des analyses ont d'ailleurs pointé l'absence de preuves que les cultures OGM donnent de meilleurs rendements que les cultures conventionnelles,¹⁸ et qu'il n'existe aucune culture « miracle » tolérant la sécheresse,¹⁹ les inondations ou le sel. Les cultures OGM ne stockent pas non plus davantage de carbone dans le sol à cause du moindre travail du sol ou des techniques de « semis direct » associées aux semences GM et aux pesticides.²⁰ Loin de remédier à la famine, la mainmise des entreprises sur l'agriculture s'est resserrée tandis que presque un milliard de personnes souffrent de malnutrition dans le monde.²¹

Les OGM dans le monde : une poignée de semences dans les mains de quelques pays

En 1996, les Etats-Unis furent le premier pays à significativement cultiver des semences GM à des fins commerciales. Dix ans plus tard, 80 millions d'hectares étaient consacrés aux cultures OGM dans le monde, la plupart aux Etats-Unis, suivis par l'Argentine et le Canada.²²

Aujourd'hui, selon l'ISAAA, qui est favorable aux biotechnologies, la culture des semences GM a progressé et représentait en 2010 148 millions d'hectares²³ sur 4,9 milliards d'hectares de surface agricole mondiale.²⁴ La surface cumulée des cultures GM couvre donc seulement 3% de la surface agricole mondiale. 97% de la surface agricole mondiale est sans OGM.

La culture des semences GM se limite essentiellement à quelques pays : 90% sont cultivées aux Etats-Unis, au Brésil, en Argentine, en Inde et au Canada.²⁵ Près de 60% des essais de cultures GM en champs ont lieu aux Etats-Unis.²⁶ La vaste majorité des semences GM sont cultivées pour produire de l'alimentation animale ou des biocarburants destinés aux pays riches plutôt que pour alimenter les populations affamées des pays pauvres.

Souveraineté alimentaire

La Via Campesina a créé l'expression « souveraineté alimentaire » en 1996 pour défendre un modèle d'agriculture écologique, durable et respectueux des paysans. C'est depuis lors devenu un concept vital reflétant les pratiques de communautés dans le monde entier.

La souveraineté alimentaire est le droit des populations à avoir une alimentation saine qui leur soit culturellement adaptée et produite grâce à des méthodes écologiques et durables. C'est leur droit à définir leur alimentation et leurs systèmes de production.

La souveraineté alimentaire met au cœur des systèmes de production et des politiques les aspirations et les besoins de ceux qui produisent, distribuent et consomment les aliments, au lieu d'y mettre la demande du marché et des multinationales. Elle défend les intérêts et l'inclusion de la prochaine génération.

Elle offre une alternative à l'actuel régime commercial et alimentaire, et promeut des systèmes alimentaires, agricoles, pastoraux et piscicoles qui sont déterminés par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux. Elle redonne du pouvoir aux paysans et aux familles qui tirent leurs revenus de l'agriculture, de la pêche artisanale, du pastoralisme, de la production, de la distribution et de la consommation d'aliments produits de manière durable.

Le Forum mondial pour la souveraineté alimentaire de Nyéléni tenu au Mali en 2007 a constitué un jalon de la progression du mouvement. Des paysans, défenseurs de l'environnement, éleveurs, pêcheurs, populations autochtones, travailleurs agricoles et industriels, femmes, jeunes et groupes de consommateurs citoyens s'y sont réunis pour mutualiser leurs efforts.

L'OPPOSITION À MONSANTO EN EUROPE

Monsanto et le secteur des biotechnologies ont été confrontés à une forte opposition du public européen aux OGM. Cette résistance s'est traduite par les actions directes menées pour éliminer les cultures d'OGM, et par des réglementations strictes des cultures GM dans divers pays de l'Union européenne.

Pour l'instant, les deux seules cultures GM autorisées dans l'Union européenne sont le maïs MON810 de Monsanto, résistant aux insectes et la pomme de terre BASF Amflora, riche en amidon.²⁷ Toutefois, des interdictions sont désormais en place pour le maïs MON810 en France, en Allemagne, en Grèce, en Hongrie et au Luxembourg; elles sont complétées par une interdiction de fait appliquée à l'ensemble des cultures GM en Bulgarie. L'approbation controversée par la Commission Européenne de la pomme de terre GM Amflora en 2010, a également débouché sur des interdictions de ce produit en Autriche, au Luxembourg et en Hongrie.²⁸

De plus, entre 2008 et 2010, la surface totale de terres agricoles dédiées aux OGM dans l'UE a diminué de 23%.²⁹ En 2009, 0,05% seulement des terres agricoles européennes servaient aux cultures OGM, soit moins de 1% des terres dédiées à la culture des OGM dans le monde.³⁰

Une décennie de résistance française aux OGM

La première et seule semence GM cultivée en France fut le maïs MON810 de Monsanto ; auquel le gouvernement français donna le feu vert en 1998. En 2005, le MON810 était officiellement cultivé sur 500 hectares, et les agriculteurs n'étaient pas tenus de signaler les cultures GM aux autorités ou aux agriculteurs voisins. Cette décision a été suivie par des années de grandes campagnes nationales contre les OGM. Cela dit, en 2007, de nouvelles réglementations ont imposé aux agriculteurs de déclarer toute culture de MON810.³¹ La même année, de nombreuses personnes ont commencé à faire des grèves de la faim pour obtenir un moratoire sur les OGM.³²



Crédits photos: Guillaume de Crop - Combat Monsanto

En 2008, le MON810 a finalement été interdit par le gouvernement français après une décennie de lutte par plusieurs secteurs de la société civile française.³³ Cette mesure de protection a néanmoins été jugée illégale par la Cour de justice de l'Union Européenne en septembre 2011 et le moratoire français sur le MON810 a été annulé par la plus haute instance administrative de France le 28 novembre 2011.³⁴ Monsanto faisait en l'occurrence partie des requérants.

Des scientifiques aident à prouver la culpabilité de Monsanto

La lutte française contre les OGM s'est notamment caractérisée par sa capacité à sensibiliser aux risques liés à l'alimentation OGM. Certains scientifiques³⁵ ont averti le public des dangers pour la santé, se distinguant de leurs collègues qui défendaient l'utilisation des OGM dans l'agriculture. Ces scientifiques se sont donc exposés à des désapprobations et représailles sur leurs lieux de travail, ce qui a alors déclenché une polémique sur les lanceurs d'alerte en France.

Des scientifiques ont également démontré que l'herbicide Roundup de Monsanto était dangereusement toxique bien qu'il fut à tort étiqueté et vendu en France comme biodégradable et non dangereux pour l'environnement. En 2007, des groupes de défense de l'environnement ont porté plainte contre Monsanto, qui fut condamné pour publicité trompeuse et fraude.³⁶ En 2009, la plus haute juridiction de France a confirmé le jugement antérieur et décidé que Monsanto avait menti au sujet de l'innocuité de son herbicide phare, le Roundup. L'entreprise a reçu une amende de 15 000 euros et il lui a été ordonné de retirer les mentions frauduleuses.³⁷

Défense de la souveraineté alimentaire et transparence

La lutte contre les OGM en France a mobilisé plusieurs acteurs de la société civile, des organisations environnementales aux agriculteurs, en passant par les syndicats et les organisations de consommateurs défendant les produits locaux. Le débat sur les OGM est donc allé au-delà des questions liées à la sécurité alimentaire, incitant les gens à tenir compte des aspects éthiques liés au brevetage des semences.

De nombreuses inquiétudes ont été soulevées dans les domaines suivants: le risque de contamination des cultures et aliments produits par l'agriculture conventionnelle et biologique ; la disparition des petites exploitations ; une aggravation potentielle de la pauvreté et de la famine du fait de la perte de l'auto-suffisance alimentaire et la destruction des processus d'agriculture traditionnelle et de production alimentaire. Dans ce contexte, le concept de souveraineté alimentaire de La Via Campesina a fortement résonné au sein de la société française.

Membre français de La Via Campesina, le syndicat d'agriculteurs La Confédération Paysanne, est le deuxième syndicat du pays. Il critique fortement le modèle d'agriculture utilisé depuis quatre décennies, qui a entraîné surproduction, crises de santé publique, détérioration des ressources naturelles et des terres, inégalités régionales et internationales, et recul de la population agricole.

D'autres organisations de défense de l'environnement comme Greenpeace France (qui a commencé sa campagne anti-OGM en 1996) et Friends of the Earth France/Les Amis de la Terre, ont également exprimé des inquiétudes quant au manque de transparence de la chaîne alimentaire concernant la contamination croisée par le pollen dans des champs OGM en plein air.

Greenpeace a organisé une campagne massive avec ses militants pour réaliser des contrôles aléatoires en champs afin de mettre au jour la contamination par les OGM, et a publié des informations montrant quels produits alimentaires contiennent des OGM « cachés », pour décourager les consommateurs d'acheter les produits contenant des OGM et donc faire pression sur les producteurs d'OGM. Cette lutte a débouché sur une réglementation rendant obligatoire l'étiquetage des produits alimentaires contenant plus de 0,9% d'OGM. En 2006, une enquête publique demandée par Greenpeace et menée par le CSA, un institut de sondage basé à Paris, a montré que 66% des citoyens français étaient préoccupés par la présence d'OGM dans leur alimentation et que 86% étaient favorables à leur interdiction et à une évaluation de leur sécurité.³⁸

Les faucheurs volontaires : une résistance tactique non violente aux OGM

Les faucheurs volontaires sont un groupe de militants français auto-organisés et non violents qui ont mené plusieurs actions directes pour « neutraliser » les essais en champs effectués par des sociétés productrices d'OGM et, dans une moindre mesure, des champs non autorisés cultivés par des agriculteurs pro-OGM. José Bové³⁹ a été un important acteur du mouvement et porte-parole des militants anti-OGM, bien que cette organisation ne reconnaisse pas de leader en tant que tel.

Les faucheurs volontaires agissent ouvertement et sans masque, ils assument la responsabilité de leurs actions, en se rendant parfois eux-mêmes à la police. Ils avancent que la désobéissance civile est nécessaire pour renforcer la démocratie et défendre le bien commun à l'encontre des intérêts privés soutenus par les autorités publiques. Ils assument personnellement les conséquences civiles et pénales de leurs actions vis-à-vis de la justice, et utilisent ces procès pour faire part de leurs arguments contre Monsanto et les OGM au public.

En août 2010, 60 faucheurs volontaires et 15 agriculteurs ont été condamnés à deux mois d'emprisonnement avec sursis après avoir arraché 70 vignes OGM, cultivées dans le cadre d'un essai OGM à Colmar en Alsace, dans le nord-est de la France.⁴⁰

Combat Monsanto

En France, en 2008, un réseau d'ONG s'est constitué pour former la coalition Combat Monsanto et organiser une campagne massive destinée à exposer et remettre en question la propagande systématique et les pratiques nuisibles de Monsanto. Les Amis de la Terre, ATTAC, Greenpeace et d'autres organisations en font partie. Leur objectif est de partager des informations et promouvoir des actions et campagnes coordonnées contre les abus en matière de droits de l'homme et d'environnement commis par Monsanto.

L'objectif de la coalition est d'établir un dialogue avec les personnes négativement touchées par Monsanto afin de protéger leurs droits fondamentaux et de faire pression sur la multinationale. Combat Monsanto est en train d'examiner de nombreux conflits d'intérêts en lien avec les experts des organes réglementaires chargés de la sécurité alimentaire, aux niveaux européen et français.

Une autre initiative importante qui a contribué à la sensibilisation en France ces dix dernières années est Inf'OGM, une organisation qui se consacre à la surveillance et à la fourniture d'informations critiques sur les OGM dans le monde.

De plus, en mars 2008, alors que le débat sur les OGM figurait en première ligne de l'agenda politique français, la chaîne Arte a diffusé un documentaire approfondi réalisé par Marie-Monique Robin, « Le monde selon Monsanto », qui souligne le sombre passé de l'entreprise et son actuel rôle dans le monde.⁴¹



Préserver et cultiver la biodiversité

En 2004, le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture⁴² est entré en vigueur. Il a joué un important rôle dans la reconnaissance de la lutte des agriculteurs pour préserver et conserver leurs semences face à la menace posée par les semences brevetées des multinationales. Son article 9 reconnaît « l'énorme contribution que les communautés locales et autochtones ainsi que les agriculteurs de toutes les régions du monde [...] ont apportée et continueront d'apporter à la conservation et à la mise en valeur des ressources phytogénétiques qui constituent la base de la production alimentaire et agricole dans le monde. »⁴³

Sur la base de ce Traité, une campagne française appelée « Semons la biodiversité » a été lancée en 2008 par le Réseau Semences Paysannes. Cette campagne vise à défendre les variétés locales et promouvoir le libre échange de semences entre les agriculteurs, afin de rétablir la biodiversité rurale et de garantir un large éventail de produits locaux aux consommateurs. Des réseaux de protection des semences agricoles se sont développés dans de nombreux endroits du monde pour résister à la promotion agressive des semences industrielles (voir l'encadré ci-dessous).

Les militants anti-OGM sont néanmoins toujours confrontés à de nombreux défis, en France et dans le reste du monde : essais de cultures, tentatives destinées à saper les moratoires existants en Europe, et tactiques agressives déployées par le lobby de l'industrie alimentaire. Parmi ces tactiques, on peut citer le recours aux tribunaux français ou européens pour obtenir l'annulation de l'interdiction du maïs de Monsanto MON810 en France⁴⁴. Cependant, le gouvernement français a ensuite annoncé qu'il avait l'intention de maintenir cette interdiction.⁴⁵

Pour faire face à la faible application des réglementations anti-OGM par l'Etat, les organisations et mouvements de la société civile européens sont aussi obligés d'assurer une surveillance et de mettre en œuvre des actions pour assurer que les pays européens restent sans OGM.



Les paysans défendent leurs semences à travers le monde



En mars 2011, La Via Campesina a organisé une réunion internationale de petits paysans à Bali (Indonésie), centrée sur l'importance capitale des semences paysannes.⁴⁶ Des représentants du monde entier se sont réunis pour partager leurs expériences et développer des stratégies sur le combat à mener pour contrôler les semences, dont dépendent la subsistance quotidienne des humains, et donc leur survie. Les paysans et les peuples autochtones sont en train de redécouvrir et de revaloriser les activités de conservation et d'échange des semences indigènes, garantes du développement de la biodiversité génétique sur laquelle reposent nos systèmes alimentaires mondiaux. En donnant la priorité à l'agro-écologie, nous pouvons lutter contre la faim et la pauvreté, face au changement climatique.

Il est essentiel de remettre en cause la domination exercée par l'industrie semencière afin de protéger les semences paysannes. Cette industrie s'enrichit de l'utilisation du génie génétique et des pesticides, employés pour rendre les paysans dépendants des semences contrôlées par l'industrie. Elle a déployé de nombreuses méthodes lui permettant de dérober efficacement cet héritage agricole, en brevetant des processus et en vendant des semences brevetées aux communautés rurales, forcées d'acheter de nouvelles semences après chaque récolte.⁴⁷

En fin de compte, une poignée de variétés de semences uniformes d'un point de vue génétique viennent remplacer des milliers de variétés locales, provoquant ainsi l'érosion de la diversité génétique sur laquelle s'appuient nos systèmes alimentaires.

La capacité des paysans à atténuer et répondre au changement climatique est également sévèrement entamée : la diversité semencière, dans le contexte d'une agriculture paysanne durable, peut contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et permet aux communautés d'adapter la production de denrées agricoles au changement climatique.⁴⁸

Ce sont les paysans et les agriculteurs familiaux qui ont préservé et reproduit les semences dans le cadre de systèmes semenciers paysans et autochtones locaux, pendant des siècles. Les semences constituent un héritage chéri par les paysans, qui les ont placées au service de l'humanité.

Mouvements espagnols contre les cultures GM

Ces deux dernières années, des manifestations anti-OGM se sont tenues à l'échelle nationale en Espagne, mobilisant plus de 8 000 personnes à Saragosse en 2009 et 15 000 à Madrid en 2010. De plus, un mouvement de « libération des champs » est en train de voir le jour dans le pays, composé d'activistes disposés à mener des actions directes, à arracher des cultures GM et à courageusement risquer d'être arrêtés pour protéger la santé publique et l'environnement.

Bien que le gouvernement ait été exceptionnellement réceptif à l'introduction du maïs GM de Monsanto, en comparaison aux autres pays européens, un large mouvement de résistance s'est développé à l'échelle locale et régionale, sous la pression du public. Cinq régions et près de 200 municipalités se sont déclarées « exemptes d'OGM » : la Galice, les Asturies, les Îles Canaries, les Îles Baléares et le Pays basque.⁴⁹ L'opposition croissante du public espagnol aux cultures GM a donné lieu à la proclamation de ces régions « sans OGM », qui constitue une étape initiale clé en réponse aux demandes des activistes en faveur de leur interdiction totale.



Pas de miel contaminé par les OGM en Europe

Une nouvelle décision juridique devrait être porteuse d'espoir pour les paysans européens souhaitant protéger leurs cultures biologiques. En septembre 2011, la Cour de justice de l'UE a interdit le miel contenant des traces de pollen de maïs MON810 commercialisé par Monsanto.⁵⁰ Cette décision découle d'une action intentée par des paysans de l'état allemand de Bavière, situés à 500 m d'une parcelle expérimentale de maïs OGM de Monsanto. Ces paysans avançaient que leur miel avait été contaminé par le pollen de cette culture et qu'ils n'étaient plus en mesure de le commercialiser. La décision vient renforcer la politique de l'UE en matière d'OGM et le Tribunal bavarois statuera sur les règles relatives au dédommagement des apiculteurs.⁵¹ Il est important de souligner que cette affaire met en lumière l'impossibilité de faire coexister des cultures OGM et des cultures conventionnelles.

Cette question est essentielle pour les paysans. Depuis janvier 2011, plus de 300 cas de contamination par les OGM ont été recensés à l'échelle mondiale, ayant causé des effets néfastes de nature sociale, économique et environnementale.⁵² Malgré l'existence de réglementations relativement strictes à l'échelle de l'UE en ce qui concerne les cultures GM elles-mêmes, il existe un net manque de protection pour les paysans ne cultivant pas d'OGM, dont les cultures sont menacées de contamination.⁵³ Les législations existantes autorisent également la présence de traces d'OGM dans l'alimentation animale.⁵⁴ En Espagne, où la contamination est généralisée, les paysans ne cultivant pas d'OGM ont supporté des coûts socio-économiques considérables.⁵⁵

Mouvement de paysans allemands pour des régions sans OGM

Face à la culture de la première variété de maïs GM en 2005, La Via Campesina Allemagne et Les Amis de la Terre Allemagne ont initié la création d'un mouvement de base afin de promouvoir des régions sans OGM. Les paysans de différentes communautés ont rédigé des déclarations afin d'éviter l'utilisation d'OGM ; jusqu'à présent, plus de 30 000 paysans, cultivant plus de 1,1 million d'hectares de terres, ont déclaré plus de 200 régions sans OGM, dans tout le pays.⁵⁶ De plus, plus de 300 municipalités se sont déclarées « municipalités sans OGM ».

Cependant, bien que l'Europe dispose de règles strictes en termes d'étiquetage des denrées alimentaires et des aliments pour animaux génétiquement modifiés, une lacune dans la législation autorise la vente de produits issus d'animaux alimentés par des OGM. Par conséquent, pendant plusieurs années, les producteurs d'aliments ont étiqueté leurs produits laitiers, leur viande et leurs œufs comme étant des produits sans OGM, alors que ceci ne correspondait pas à la réalité. Fort heureusement, un système d'étiquetage national a désormais été mis en place, qui définit ce que signifie un produit sans OGM pour les produits d'origine animale.

Organisation d'un mouvement pour la souveraineté alimentaire en Europe

Un mouvement pour la souveraineté alimentaire est en train de s'organiser en Europe, inspiré du Forum Nyéléni pour la souveraineté alimentaire, organisé au Mali en 2007.⁵⁷ C'est ainsi que plus de 400 paysans, défenseurs de l'environnement, consommateurs et activistes, ont participé à une conférence européenne sur la souveraineté alimentaire, qui s'est tenue en Autriche au mois d'août 2011.⁵⁸

La déclaration finale de cet événement a appelé à une lutte déterminée contre le recours aux OGM et pour la récupération d'une grande diversité de variétés de semences non GM. Cette initiative concorde avec l'opinion publique : l'opposition du public aux OGM en Europe ne cesse d'augmenter pour atteindre le niveau de 61 %.⁵⁹ Ce rejet des OGM s'inscrit dans le cadre d'un travail en faveur de « la création de systèmes alimentaires résilients qui fournissent une alimentation saine et sûre pour tous les peuples d'Europe tout en préservant la biodiversité, les ressources naturelles et le bien-être animal. »⁶⁰



L'INDE DIT NON À MONSANTO !

L'aubergine Bt et la biopiraterie

En février 2010, le gouvernement indien a été confronté à une vague d'opposition publique massive, y compris de la part des paysans et des scientifiques, préoccupés par les impacts négatifs de l'aubergine Bt commercialisée par Mayhco-Monsanto⁶¹ sur les moyens de subsistance, la santé humaine, l'environnement et les variétés locales.⁶² Un moratoire sur l'aubergine Bt est ultérieurement entré en vigueur.⁶³ Malgré la pression permanente des groupes industriels de biotechnologies en faveur de sa commercialisation, il s'agit là d'une victoire pour la souveraineté alimentaire en Inde.

L'aubergine est une culture de base en Inde, où elle est largement consommée et où elle garantit les moyens de subsistance des paysans de tout le sous-continent, qui développent et utilisent des variétés de semences locales adaptées à leur environnement. Cette décision devrait empêcher Monsanto de contaminer ces variétés locales avec son gène Bt, et met un frein à l'acharnement de la société à tirer profit des semences onéreuses et des aliments malsains. Le moratoire demeure en vigueur.

De plus, en août 2011, la National Biodiversity Authority du Gouvernement indien a intenté une action en justice contre Mahyco-Monsanto⁶⁴ et leurs collaborateurs pour biopiraterie. La société a utilisé six variétés locales d'aubergine pour développer une version génétiquement modifiée de son aubergine Bt, une version résistante aux insectes, sans n'avoir jamais obtenu d'autorisation de la part des autorités concernées. Les défenseurs de l'environnement ont fait valoir que Monsanto avait utilisé illégalement des variétés autochtones d'aubergines de l'état indien du Karnataka pour produire une version GM du légume.⁶⁵ Monsanto a commencé ses recherches sur l'aubergine Bt en 2005 mais a cependant violé la législation, faute d'avoir consulté les communautés locales, qui perpétuent la tradition de conservation des variétés locales.

Des actions de dimension nationale

En août 2011, revigorés par le succès de l'interdiction temporaire de l'aubergine Bt, des paysans et des activistes ont organisé des protestations sous le slogan « Monsanto, Quit India » (L'Inde dit non à Monsanto) dans tout le pays. L'objectif était de coïncider avec la journée de commémoration de l'indépendance du pays, en effectuant des parallèles avec le mouvement de désobéissance civile et anticoloniale « Quit India », qui avait mené campagne contre la domination britannique dans le pays.⁶⁶ Tout comme la souveraineté politique était exigée par le passé, les paysans et les consommateurs exigent désormais la souveraineté alimentaire. Monsanto est visée en sa qualité d'archétype de l'entreprise étrangère portant préjudice aux paysans et aux producteurs nationaux d'aliments sains.

L'association de paysans du Tamil Nadu a, par exemple, organisé une journée d'action à Coimbatore, en solidarité avec d'autres paysans s'opposant au monopole détenu par des entreprises telles que Monsanto sur l'industrie semencière indienne.⁶⁷

Dans l'Uttar Pradesh, la Bhartiya Kissan Union a mené une protestation de cinq jours contre les essais sur les cultures GM, en vantant les bienfaits des approches agroécologiques, ayant permis de générer d'importants rendements de riz dans la région. D'autres actions ont eu lieu dans les états d'Orissa, Andhra Pradesh, Bihar, Karnataka, Maharashtra, Punjab, Madhya Pradesh et Gujarat.⁶⁸

Le scandale de l'aubergine Bt n'est pas un cas isolé de mise en danger des droits des paysans à produire des aliments. En juillet 2011, Greenpeace et une chaîne de télévision locale ont révélé que Monsanto avait commencé à produire des semences pour deux variétés de maïs GM, contournant ainsi les réglementations en matière de biosécurité et mettant en péril la vie des paysans locaux et l'environnement.⁶⁹ Au Karnataka, la principale organisation paysanne de l'état, la Karnataka Rajya Raitha Sangha (KRRS), en collaboration avec d'autres organisations, a exigé l'interdiction immédiate de tout essai en plein air portant sur des cultures GM, sur l'ensemble du territoire du pays.

La domination du coton Bt sur le secteur cotonnier

L'Inde est le quatrième producteur mondial de cultures GM, derrière les États-Unis, le Brésil et l'Argentine. L'industrie des biotechnologies vante les mérites du pays, pour sa « croissance remarquable, permise par les 6,3 millions de paysans cultivant 9,4 millions d'hectares de coton Bt ». ⁷⁰ En juillet 2011, le gouvernement indien a annoncé que 90 % de la surface totale consacrée à la production de coton



Crédits photos: KRRS (Karnataka State Farmers' Association) – Via Campesina India.

était plantée de coton Bt, ce qui signifie un quasi-monopole de la technologie génétique de Monsanto.⁷¹ Le géant américain contrôle 60 entreprises semencières indiennes, par le biais de contrats de licence.⁷²

Les semences du coton Bt (*Bacillus thuringiensis*) sont modifiées par la toxine Cry, afin de résister aux insectes.⁷³ Le coton Bt connu sous le nom de « Bollgard » a été spécifiquement modifié pour contrôler le ver de la capsule. Cependant, ce ravageur a développé une résistance au coton Bt, ce qui a exigé le développement d'une nouvelle version de coton Bt. Le « Bollgard II » contient deux gènes toxiques supplémentaires. Ce cycle est voué à se perpétuer : les organismes nuisibles devenant toujours plus tolérants, un plus grand nombre de caractéristiques toxiques devra être développé.

Le coton Bt, seule culture GM autorisée en Inde, a entraîné une vague de suicides qui a déferlé sur l'ensemble du pays. Ces décès trouvent leur cause dans une crise agraire nationale qui affecte des millions de petits paysans. Ces deux dernières décennies, l'Inde a vu son agriculture s'ouvrir aux marchés mondiaux, ce qui a augmenté les coûts sans apporter de bénéfices en termes de rémunération et plongé de nombreux paysans dans des cycles vicieux d'endettement. Les taux de suicide les plus élevés coïncident avec les régions produisant les plus grandes quantités de coton.⁷⁴

La spirale de la dette continue de provoquer des suicides

Ces 16 dernières années, plus de 250 000 paysans se sont donné la mort en Inde, phénomène qui constitue la plus grande vague de suicides jamais enregistrée dans l'histoire de l'humanité. Les difficultés économiques insurmontables auxquelles sont confrontés les paysans ont entraîné une vague massive de suicides, par ingestion des pesticides toxiques pulvérisés sur le coton Bt, générant de lentes agonies.⁷⁵

Malgré son statut d'état le plus riche du pays, l'état du Maharashtra a enregistré à lui seul plus de 50 000 suicides de paysans, de 1995 à 2010.⁷⁶ En 2010, les chiffres officiels indiquaient que 15 964 paysans avaient mis fin à leurs jours.



Ces statistiques constituent probablement une sous-estimation significative, si l'on tient compte notamment du fait que les femmes sont souvent exclues de ces chiffres faute de disposer de titres fonciers, titres généralement exigés pour une reconnaissance officielle en tant que paysan.

La réorientation de l'économie agraire indienne vers les cultures de rente a entraîné la domination croissante des entreprises multinationales et donné lieu à une hausse des coûts encourus par les petits paysans. Dans la mesure où le gouvernement indien a encouragé cette transition vers les cultures de rente, les entreprises multinationales étrangères telles que Monsanto ont commercialisé leurs biotechnologies onéreuses, et les ont présentées comme étant la solution permettant aux paysans de rivaliser sur le marché mondial. C'est ainsi que l'entreprise américaine a vanté les mérites du coton Bt comme générant des rendements supérieurs à ceux des autres semences de coton, en raison de sa résistance aux parasites agricoles, prétendant qu'il nécessite la pulvérisation d'une quantité inférieure d'insecticide.⁷⁷

Cependant, une étude menée par Navdanya (un réseau de conservateurs de semences et d'agriculteurs biologiques de 16 états de l'Inde) dans la région du Vidarbha, dans l'Est de l'état du Maharashtra, a montré que l'utilisation de pesticides avait été multipliée par 13 depuis l'introduction du coton Bt.⁷⁸ Ces résultats ont été corroborés par une étude récente, publiée dans la *Review of Agrarian Studies*, indiquant également que les pesticides appliqués au coton Bt s'accompagnent de coûts supérieurs.⁷⁹

En termes de rendements, Monsanto a été dénoncée pour avoir considérablement exagéré le potentiel du coton Bt.⁸⁰ Cependant, les graines de coton Bt de Monsanto, plus onéreuses, et ses intrants, incluant des pesticides, ont supplanté les semences locales bon marché, ce qui a entraîné le déclin des connaissances traditionnelles relatives aux semences.⁸¹ Les semences de coton GM dominant le marché ne laissent à de nombreux paysans d'autre choix que d'opter pour des semences GM plus onéreuses, les autres semences pouvant s'avérer difficiles à trouver. De plus, des paysans ont indiqué que les semences de coton Bt exigent de plus grandes quantités de ressources en eau, en comparaison avec les semences autochtones.⁸² Elles sont également plus vulnérables à la détérioration des conditions climatiques.

Les coûts supérieurs associés au coton Bt ont sans nul doute contribué à précipiter les paysans pratiquant l'agriculture de subsistance dans une spirale de la dette, en les forçant à demander l'aide financière de prêteurs. Les mauvaises récoltes de coton, qui ne couvraient pas les coûts des semences, des pesticides et des autres intrants, ont alourdi l'endettement des paysans. Il est important de noter que la plupart des suicides sont le fait de paysans travaillant dans le secteur des cultures de rente, un secteur vulnérable aux vicissitudes du marché mondial.⁸³ Ces paysans souffrent également d'un manque de soutien de la part de l'état, sous la forme, par exemple, de versement de subventions au secteur.⁸⁴

Lutte contre les partenariats public-privé de Monsanto

Monsanto a adopté une nouvelle stratégie afin d'élargir la portée de ses cultures, en instaurant des partenariats public-privé avec certains gouvernements. C'est ainsi que plusieurs états indiens, tels que le Jammu-et-Cachemire, le Rajasthan, l'Orissa, l'Himachal Pradesh et le Gujarat, ont signé des protocoles d'accord avec le géant américain.

Cependant, ces ententes ayant suscité l'indignation du public, certains accords ont été suspendus.⁸⁵ En juillet 2010, l'état indien du Rajasthan a signé un protocole d'accord pour un partenariat public-privé avec Monsanto⁸⁶ et six autres sociétés de semences biotechnologiques nationales et étrangères.⁸⁷ Cette initiative sans précédent, qui réunissait quatre universités agricoles d'état, la Rajasthan State Seed Corporation et le gouvernement du Rajasthan, représenté par le Département d'Horticulture et le Département d'Agriculture, ouvrait les portes des centres de recherche nationaux aux entreprises de biotechnologie. Cependant, face à la protestation des organisations paysannes, le protocole d'accord n'est jamais entré en vigueur.⁸⁸

De la même manière, dans l'état d'Orissa, sous la pression exercée par les paysans et les organisations de la société civile, le gouvernement national a décidé de ne pas mettre en application son partenariat public avec Monsanto.⁸⁹ Face à la forte opposition du public, d'autres gouvernements, tels que ceux de Kerala, Bihar, Chhattisgarh, Karnataka et Madhya Pradesh, ont mis fin aux parcelles expérimentales d'OGM.⁹⁰



RÉSISTANCE À MONSANTO EN AMÉRIQUE LATINE

Le mouvement contre Monsanto gagne des forces en Amérique latine ainsi que dans les Caraïbes: les mouvements et les populations locales en Haïti, au Brésil, en Argentine et au Pérou luttent pour l'interdiction des OGM et des pesticides et pour un contrôle local indépendant des semences et de l'agriculture.

Mouvement des paysans brésiliens contre l'agronoço

Depuis 1984, le mouvement brésilien des paysans sans terre a dépassé le million et demi de membres et a occupé, de façon pacifique, des terres inutilisées afin de mettre en œuvre une réforme agraire et des pratiques agroécologiques. Plus de 350.000 familles sont maintenant installées sur des terres inutilisées au préalable, dans tout le pays, ce qui est légal selon la Constitution brésilienne.⁹¹

En mars 2011, Le mouvement des travailleurs sans terre (Movimento dos Trabalhadores Sem Terra - MST), membre de La Via Campesina, s'est joint à d'autres mouvements sociaux, pour protester contre l'utilisation excessive des pesticides au Brésil.⁹²

Pendant cette période, avec l'aide d'autres organisations de la société civile, il a lancé la 'Campagne permanente contre les pesticides et pour la vie',⁹³ dont le but est de dénoncer les impacts négatifs du modèle agricole actuel et de sensibiliser la population sur le potentiel d'un nouveau modèle basé sur la souveraineté alimentaire.

L'utilisation de pesticides est un problème inhérent au modèle agricole actuel. Depuis 2008, le Brésil est devenu le premier utilisateur de pesticides du monde et plus d'un million de tonnes a été vendu lors de la récolte de 2009/2010.⁹⁴ En 2010, L'Agence de contrôle de la Santé nationale (ANVISA) a estimé que 28% de l'alimentation consommée au Brésil contenait un niveau dangereux de résidus de pesticides.⁹⁵

Cette augmentation de l'utilisation des pesticides va de pair avec l'augmentation des cultures transgéniques, et spécialement le soja transgénique. En 2009, le Brésil a supplanté l'Argentine en devenant le deuxième producteur de cultures transgéniques du monde. En 2009/10, 23 millions d'hectares de soja ont été plantés au Brésil dont 70% étaient du soja Roundup Ready (RR), soit 16.5 millions d'hectares.⁹⁶ Le soja RR de Monsanto est fabriqué spécialement afin de résister à l'herbicide glyphosate Roundup de Monsanto.⁹⁷

On estime que lors de la saison 2009/10, les producteurs de soja brésiliens ont payé un milliard de réaux brésiliens (530 millions de dollars) en royalties à Monsanto pour l'utilisation de leur technologie Roundup Ready.⁹⁸ En 2006, les membres de La Via Campesina dont le MST ont campé à l'entrée de la ferme Santa Rita dans l'état de Paraná, afin de protester contre le fait que le propriétaire Abelardo Lupion du parti de droite Front Libéral, avait acquis la ferme de Monsanto comme une récompense pour son aide lors du passage de la légalisation sur le glyphosate au Brésil.⁹⁹ La Via Campesina du Brésil a aussi dénoncé les producteurs industriels de soja transgéniques qui ont contaminé les fermes avoisinantes appartenant à de petits paysans.

Syngenta et l'assassinat du dirigeant de MST, Valmir Mota d'Oliveira



Les intérêts de l'agronoço ont aussi impliqué de violents conflits au sujet de la terre au Brésil. En octobre 2007, le dirigeant MST, Valmir Mota d'Oliveira, a été assassiné lors d'une occupation pacifique d'un champ de culture transgénique dans l'état de Paraná. L'assassinat a eu lieu quand 40 gardes armés, employés de NF Segurança, la compagnie de sécurité privée engagée par Syngenta pour protéger la ferme, ont attaqué le camp de paysans.¹⁰⁰

La Via Campesina du Brésil occupait ce terrain depuis mars 2006, en réponse aux essais illégaux de transgéniques. En juillet 2007, 70 familles avaient quitté le terrain, mais en octobre, craignant que Syngenta ne recommence les essais transgéniques, l'occupation a repris. Cette occupation pacifique a été attaquée brutalement, Valmir Mota qui avait reçu une balle dans la jambe, a été abattu à bout portant.¹⁰¹ De plus, Isabel Nascimento en est presque morte, elle a reçu une balle dans l'œil et dans les poumons. Puis elle a été battue et trainée par des hommes armés.¹⁰²

Ces graves violations des droits humains ont provoqué des actions de protestations dans le monde entier pas seulement contre le rôle des sociétés multinationales dans ces abus, mais plus largement condamnant les semences transgéniques et le contrôle que les multinationales exercent sur l'agriculture.¹⁰³



La réforme agraire et la souveraineté alimentaire : une alternative aux OGM

Au Brésil, trois cultures transgéniques ont été autorisées: le soja, le maïs et le coton, le soja étant la culture transgénique principale.¹⁰⁴

Les petits paysans sont responsables de 78% de la production alimentaire du pays et occupent 84% de toutes les fermes du pays, employant trois fois plus de personnes que l'agriculture industrielle, mais ne contrôlant que 24% des terres agricoles.¹⁰⁵ Ces paysans se trouvent aux premières lignes de la bataille contre l'augmentation des cultures transgéniques,¹⁰⁶ puisque ce sont eux qui poussent vers la souveraineté alimentaire et la mettent en pratique. Le modèle agricole néo-libéral pourrait être supplanté si le modèle d'agriculture familiale, qui actuellement produit la plus grande partie de l'alimentation de la nation, recevait les investissements publics destinés aux entreprises agricoles industrielles pour les cultures de canne à sucre, pour l'éthanol, pour le soja et autres monocultures agro-industrielles.¹⁰⁷

Si, dans le cadre d'une réforme agraire nationale, l'on appliquait les droits des communautés, et que l'on investissait dans la souveraineté alimentaire, les paysans et la population locale seraient protégés contre les inégalités socio-économiques et les abus en matière de droits humains. Le deuxième Plan national de réforme agraire a annoncé que le Brésil compte près de 200 millions d'hectares de terres inutilisées et 130 millions d'hectares de terres improductives.¹⁰⁸ Des milliers de travailleurs ruraux sans terre pourraient s'y établir, produire de l'alimentation saine, créer des emplois, construire des maisons et produire de la bioénergie à petite échelle pour la collectivité locale, tout en préservant l'environnement.

Moratoire de dix ans sur les transgéniques au Pérou

En novembre 2011, le Congrès du Pérou a approuvé un moratoire de 10 ans sur les cultures et les importations d'OGM, y compris semences, bétail et poissons, afin de protéger la biodiversité, l'agriculture domestique et la santé publique.¹⁰⁹ L'approbation de cette loi est une décision historique et renforce l'opposition du Président Ollanta Humala à la biotechnologie, à l'opposé de son prédécesseur Alan Garcia.¹¹⁰ Cette action émanant d'un exportateur majeur d'aliments biologiques, a porté un coup aux intérêts commerciaux des USA dont Monsanto, d'autant plus que le Pérou a été identifié par le gouvernement des USA comme l'un des "pays clé" pour une expansion des OGM, selon une révélation de Wikileaks.¹¹¹

Décision historique sur le soja toxique en Argentine

Un tribunal en Argentine a confirmé une injonction interdisant l'épandage de pesticides près des habitations dans la province de Chaco. Les pesticides nommés dans ce cas, sont les suivants: glyphosate (Roundup), endosulfan, méthamidophos, chlorpyrifos, et piclorame, entre autres.

Le tribunal a interdit l'épandage dans un rayon de 1000 mètres autour des maisons d'habitation si la méthode employée est terrestre, et dans un rayon de 2000 m si l'épandage se fait par voie aérienne. Le tribunal a réaffirmé le principe de précaution qui appelle à prendre des mesures de protection en cas de risque probable de dommages environnementaux. Le tribunal a mis l'accent sur la priorité à la santé de la population qui est plus importante que la production agricole. Le tribunal a également interdit l'épandage près des cours d'eau.¹¹²

Ces décisions imposant une zone sans épandage, marquent une étape importante et montrent l'intensification nécessaire des luttes internationales contre la production industrielle de soja transgénique. Cette production doit être arrêtée avant que l'utilisation de pesticides toxiques, le déplacement en masse de populations locales et la commercialisation d'aliments transgéniques dangereux ne créent d'autres victimes.¹¹³

Des analyses scientifiques ont démontré une corrélation entre l'augmentation de l'épandage sur les cultures de soja (p17) et l'augmentation des malformations congénitales.¹¹⁴ Les cultures transgéniques au glyphosate et tolérantes aux herbicides de Monsanto sont cultivées en grande partie aux USA, au Brésil et en Argentine. En Argentine, l'utilisation de pesticides a augmenté de 330% depuis l'introduction du soja transgénique.¹¹⁵ Il est clairement établi qu'il y a des liens entre l'exposition au glyphosate et le développement de cancer, les déséquilibres hormonaux, les malformations congénitales, et les maladies neurologiques y compris la maladie de Parkinson.¹¹⁶ Ceci contraste avec les propos de Monsanto qui prétend que l'herbicide Roundup permet un contrôle simple des mauvaises herbes et qu'il est bon pour l'environnement.¹¹⁷ Selon Monsanto:

"L'herbicide Roundup présente des caractéristiques environnementales excellentes: une rapide fixation au sol, une biodégradation (persistance diminuée) et une toxicité pour les animaux, les oiseaux et les poissons extrêmement faible."¹¹⁸



Crédits photos: Leonardo Megarejo

Les rapports locaux fournissent des preuves supplémentaires sur les effets négatifs de l'épandage de Roundup pour la santé, causant entre autre des malformations congénitales.¹¹⁹ Une personne interrogée, Viviana Peralta de la province de Santa Fe en Argentine, a gagné un procès contre des producteurs de soja, ce qui a conduit à l'interdiction de l'épandage de Roundup.¹²⁰ Peralta souffrait de problèmes de santé lors de l'épandage d'herbicide près de chez elle, et puis son bébé est tombé gravement malade. "Un jour ils ont épandu du matin jusqu'au soir. Ce jour-là mon bébé est devenu tout bleu. Je me suis précipitée à l'hôpital, je pensais qu'il était en train de mourir. Quand j'ai vu mon bébé souffrir ainsi, j'ai dit, 'Ça suffit. Ça ne peut pas durer.'"¹²¹

Les Haïtiens s'opposent à l'aide aux semences

En juin 2010, plus de 10,000 Haïtiens sont descendus dans la rue sous l'initiative du Mouvement Paysan Papaye (MPP), membre de La Via Campesina, afin de s'opposer à Monsanto et de demander la souveraineté alimentaire et le contrôle des semences indigènes.¹²² Cette opposition populaire à Monsanto vient d'une déclaration faite en mai 2010, indiquant qu'un cargo de 60 tonnes de semences potagères et de maïs hybride était envoyé vers Haïti et qu'il était prévu d'en envoyer un autre de 400 tonnes l'année suivante, avec le soutien de l'USAID.¹²³ Cependant, ces semences hybrides ne peuvent être replantées d'une saison à l'autre et exigent une grande quantité de pesticides, les fermiers dépendent donc des semences et des produits chimiques industriels. Monsanto a déclaré que cette décision avait été prise au Forum économique mondial de Davos en Suisse, et il apparaîtrait que les représentants Haïtiens n'ont pas été consultés.¹²⁴

Le délégué paysan Haïtien Chavannes Jean-Baptiste du Mouvement Paysan Papaye (MPP), membre de La Via Campesina, a décrit l'aide aux semences de Monsanto comme un "autre tremblement de terre."¹²⁵ Ce don a provoqué des soupçons et de la colère car le patrimoine de semences locales est déjà en train de disparaître à cause de la domination croissante des multinationales de la semence et de l'agrochimie. En tout, la FAO estime que lors du siècle dernier près de 75% de la diversité génétique a été perdue.¹²⁶ Près de 65% de la population de Haïti est composé de petits paysans qui pratiquent l'agriculture de subsistance et vivent en zone rurale.



Les réseaux du Guatemala tirent la sonnette d'alarme au sujet des nouvelles propositions sur la biosécurité

En novembre 2011, le Réseau pour une Amérique Latine sans transgéniques (RALLT) et l'Alliance d'Amérique Centrale pour la Protection de la Biodiversité (ACAPDB) ont émis une déclaration avertissant qu'un vide juridique existait au Guatemala quant à la biosécurité, car il n'y a pas de loi nationale réglementant les importations et exportations d'OGM.

Des craintes existent aussi quant à l'adoption possible d'une proposition pour 'une loi-cadre sur la biosécurité d'organismes améliorés, génétiquement modifiés', dont le but est d'exploiter la riche biodiversité du Guatemala et de promouvoir les cultures transgéniques.¹²⁷ L'adoption de cette loi affecterait sérieusement la souveraineté alimentaire car les consommateurs et les petits paysans sont vulnérables à l'entrée des semences transgéniques et à la contamination des cultures. Ce risque est exacerbé par les programmes de production alimentaire qui sont conçus et mis en place sans prendre en compte le besoin de protéger la diversité agricole du pays.¹²⁸

La campagne 'Feed the Future' (Nourrir le Futur) inquiète particulièrement les ONG nationales et internationales ainsi que les mouvements sociaux.¹²⁹ Elle est pilotée par le gouvernement des USA et sera coordonnée par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) dans des pays africains, asiatiques et d'Amérique latine, dont le Guatemala. Le programme envisage des alliances avec des institutions nationales, des ONG, des centres d'études et des sociétés multinationales telles que Wal-Mart, DuPont, Pioneer, Coca-Cola et Monsanto.¹³⁰ Monsanto a répondu positivement, en reconnaissant clairement les opportunités présentées par le programme Feed the Future.¹³¹

La mise en œuvre de tels programmes pourrait aller au-delà de la distribution de denrées alimentaires transgéniques à la population sous-alimentée du Guatemala: elle pourrait aussi influencer les réformes juridiques nationales quant à l'utilisation des semences. C'est un point très inquiétant car le Guatemala est considéré comme l'un des berceaux de la production de maïs, bien que le pays souffre maintenant de malnutrition, de pauvreté et de corruption.

PLANS DE BATAILLES AUX ETATS UNIS

Les efforts de lobbying engagés par Monsanto à la Maison blanche ont été récompensés lorsque les USA – qui produisent 45% des cultures transgéniques du monde¹³² – ont assuré la promotion de leur technologie de semences transgéniques au niveau national et international.

Entre janvier 1999 et juin 2010, Monsanto a dépensé plus de 50 millions de dollars dans des activités de lobbying auprès du Congrès et des différentes agences gouvernementales. Ces instances sont chargées de la réglementation des cultures transgéniques, des réformes de protection par les brevets, et des subventions.¹³³ Selon Food & Water Watch, les géants de la biotechnologie agroalimentaire ont dépensé 547 millions de dollars dans des activités de lobbying auprès du Congrès entre 1999 et 2009.¹³⁴

Lors d'une récente bataille visant à mettre un terme aux collusions entre le gouvernement des USA et Monsanto, des écologistes et des juristes ont lancé une initiative afin d'empêcher les cultures transgéniques de Monsanto de contaminer les réserves naturelles nationales.¹³⁵

Arrêter la propagation des cultures transgéniques dans les réserves naturelles nationales

Selon l'alliance à but non lucratif des Public Employees for Environmental Responsibility (PEER, Employés publics chargés des responsabilités environnementales),¹³⁶ le gouvernement des USA a collaboré avec Monsanto pour obtenir des marchés d'exportations agricoles et pour ôter les barrières qui s'opposaient à la propagation des cultures transgéniques, y compris dans les réserves naturelles nationales.

Cependant, la plupart de ces cultures sont modifiées de façon à résister à l'herbicide Roundup de Monsanto, ce qui cause une surdépendance à ces produits chimiques agricoles toxiques. Cela a provoqué une invasion de 'super mauvaises herbes'¹³⁷ résistantes à l'herbicide. La propagation de ces super mauvaises herbes dans des réserves naturelles pourrait avoir un impact dévastateur sur la biodiversité.

Ces dernières années, l'agriculture dans ces réserves s'est ouverte aux OGM, et principalement aux plantes résistantes au Roundup de Monsanto. Cependant des batailles juridiques menées par PEER et le Centre for Food Safety (CFS, Centre pour la sécurité alimentaire)



ont forcé le US Fish & Wildlife Service (FWS, Service de la pêche et de la vie sauvage) à arrêter toute plantation de transgéniques dans 12 Etats.

La Biotechnology Industry Association (BIO, Association de l'industrie biotechnologique), dont le membre le plus important est Monsanto, a fait pression sur la Maison Blanche pour recevoir de l'aide. BIO participe au groupe de travail sur l'Agriculture biotechnologique du gouvernement des USA¹³⁸. Ce groupe œuvre à la promotion des transgéniques avec le soutien de plus de 35 hauts fonctionnaires issus de 10 ministères dont l'Intérieur, la Justice, l'Agriculture et l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA).

Ce groupe de travail a pour but de protéger les cultures transgéniques existantes dans les réserves contre les actions juridiques qui pourraient les faire interdire. De surcroît, il a fait pression sur le US Fish and Wildlife Service qui gère le système de réserves naturelles nationales afin qu'il abroge les mesures qui restreignent les cultures transgéniques, à moins que ces mesures ne servent à un but spécifique de la réserve. Des fonctionnaires collaborent aussi avec BIO pour ouvrir des voies légales afin de faciliter la culture de transgéniques dans 75 réserves dans 30 Etats.¹³⁹

L'avocat interne de PEER, Kathryn Douglass, qui a introduit une action en justice au titre de la loi sur la liberté de l'information, en juillet 2011 a déclaré : "Avec tous les défis environnementaux auxquels ce pays est confronté, comment la Maison Blanche peut-elle avoir comme priorité de mettre les réserves naturelles nationales sous le contrôle de Monsanto?"¹⁴⁰

En juillet 2011, PEER a entrepris des poursuites judiciaires contre le gouvernement des USA pour le forcer à rendre public des documents détaillant la nature du partenariat avec l'industrie de biotechnologie agricole.¹⁴¹ En novembre 2011, PEER, Beyond Pesticides (Au delà des pesticides), et le Centre pour la Sécurité alimentaire (CFS) ont intenté une action en justice contre le US Fish & Wildlife Service, demandant l'arrêt de la culture des transgéniques sur les 54 réserves naturelles nationales dans le Midwest.¹⁴²

Roundup, 'super mauvaises herbes' et secret



Le Roundup de Monsanto est l'herbicide le plus vendu dans le monde, malgré le fait que les organismes de réglementation de l'industrie, dont la Commission européenne, ont été informés depuis des années grâce à des recherches indépendantes qu'il est lié à des malformations congénitales. La Commission a ignoré ces recherches en se basant sur les réfutations de l'Office général allemand pour la Protection du consommateur et la Sécurité alimentaire, qui a cité d'autres recherches industrielles non publiées.¹⁴³ Etant donné que la Commission a déjà ignoré d'autres études scientifiques indépendantes, il est très inquiétant de voir que Monsanto et d'autres producteurs de semences GM tentent de faire approuver dans l'UE des cultures tolérantes au glyphosate.

Les variétés de semences de Monsanto sont conçues pour être utilisées avec le Roundup à base de glyphosate de la même compagnie. L'augmentation des cultures transgéniques a conduit à une augmentation massive de l'utilisation des pesticides.¹⁴⁴

Cependant, aux USA, une épidémie de 'mauvaises herbes' résistantes a été causée par des applications continues de glyphosate sur des cultures qui sont étiquetées comme cultures tolérantes au glyphosate. De nouvelles analyses suggèrent également que le maïs GM Monsanto est en échec face au développement de résistances à la toxine Bt chez certains insectes.¹⁴⁵ D'autres recherches montrent que les épandages de pesticides ont augmenté dramatiquement depuis l'introduction des cultures transgéniques. Le Roundup au glyphosate de Monsanto, qui est vendu pour être utilisé avec le Roundup Ready (RR), a vu ses ventes augmenter de 46% de 2007 à 2008.¹⁴⁶

En août 2011, le US Geological Survey (USGS, Bureau des études géologiques des USA) a annoncé que du glyphosate utilisé pour les cultures transgéniques avait été trouvé dans les pluies et les rivières du bassin du Mississippi – menaçant la santé humaine en contaminant l'eau potable et la vie aquatique. L'utilisation de glyphosate dans le bassin du Mississippi a augmenté de huit fois en 15 ans, arrivant à un total de 88.000 tonnes en 2007.¹⁴⁷

En outre, Monsanto a enclenché une 'course à l'armement' herbicide car les mauvaises herbes deviennent de plus en plus tolérantes au glyphosate et se propagent.¹⁴⁸ Il en résulte une concurrence croissante de la part des autres compagnies qui fabriquent des produits chimiques toxiques moins chers afin de satisfaire la demande en herbicides aux USA. De nouveaux produits à épandage transgéniques qui résistent à des herbicides encore plus toxiques attendent d'être approuvés, bien que ces herbicides soient liés au cancer et à d'autres maladies graves et étaient en passe d'être interdits.¹⁴⁹



RÉSISTANCE AFRICAINE AUX OGM

En Afrique, la présence d'OGM se cantonne essentiellement à l'Afrique du Sud¹⁵⁰, mais le Burkina Faso et l'Égypte ont commercialisé des cultures transgéniques et plusieurs autres pays africains, tels que le Nigeria¹⁵¹ et le Kenya,¹⁵² ont adopté, de façon controversée, une législation en faveur des OGM.

Lutte malienne afin d'écartier les OGM de leur agriculture

Le Mali n'a pas encore succombé à la biotechnologie malgré les pressions de Monsanto et de l'USAID. En 2005 et 2006, le gouvernement malien a décidé de s'engager dans un processus innovant afin de placer les paysans au cœur de sa première série de mesures agricoles.

Le 16 août 2006 une nouvelle loi agricole a été approuvée – mais elle fut écartée en pratique et n'a donc pas répondu aux attentes des paysans. Cependant, cette législation reconnaissait l'importance de la souveraineté alimentaire, de la sécurité sociale, de l'accès à la terre, du besoin de financement, d'éducation et de revenu juste pour les paysans. La possibilité de cette nouvelle loi agraire a fait naître beaucoup d'espoirs et sa mise en œuvre aurait dû être une priorité si l'on prend en compte que 75% de la population de Mali dépend de l'agriculture.

Il semblerait que les vues officielles sur la biotechnologie changent, en réponse aux pressions de l'USAID et de Monsanto. Par le biais d'un processus opaque et probablement corrompu, une nouvelle loi intitulée 'Sécurité en biotechnologie' a été proposée par le Ministre de l'Environnement et de la Santé, adoptée par le gouvernement et déposée devant l'Assemblée nationale pour être ratifiée. Le 13 novembre 2008, la loi a été ratifiée ouvrant la porte du pays aux OGM.

En théorie, cette décision permet aux semenciers internationaux de saper les méthodes agricoles traditionnelles dont le Mali dépend. Les élites politiques ont trahi les paysans du Mali et les ont exposés à de nouveaux dangers.

En pratique cependant, la résistance à cette loi a été forte. Les ONG et les mouvements paysans ont réagi rapidement: le 13 novembre un sit-in était organisé à l'extérieur de l'Assemblée nationale à Bamako par la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP), membre de La Via Campesina, et d'autres acteurs de la société civile malienne tels que Helvetas, la Fédération des collectifs d'ONG du Mali (FECONG), la Coalition pour la Protection du Patrimoine génétique africain (COPAGEN) et le Forum pour un autre Mali (FORAM). Bravant les forces de sécurité déployées par le gouvernement, les manifestants ont dénoncé le manque de transparence dans le passage de la loi et la perte de souveraineté nationale qui en découlerait. Les bannières et les slogans ont condamné Monsanto et ses semences transgéniques.

Les paysans et les organisations de la société civile continuent à faire pression pour l'avènement de la souveraineté alimentaire et pour le maintien d'une agriculture sans OGM, jusqu'à présent avec grand succès. Bien que le gouvernement du Mali ait promulgué un décret qui permet les essais sur le terrain, les cultures transgéniques n'ont pas encore été commercialisées au Mali.

Les paysans d'Afrique du Sud rejettent le maïs transgénique

D'après de solides connaissances scientifiques, il apparaît que la matière organique est l'apport primordial permettant de rendre les sols plus résistants à la sécheresse et aux pluies inhabituelles.¹⁵³ Aucune preuve de ce type n'existe pour les cultures transgéniques. La biotechnologie s'est avérée incapable de développer des semences résistantes à la sécheresse, ce qui exigerait un changement majeur dans le métabolisme de la plante; aucune culture transgénique n'a été développée pour augmenter le rendement.¹⁵⁴

En octobre 2011, cependant, les autorités d'Afrique du Sud ont approuvé les importations de riz transgénique LL26 de Bayer CropScience's, qui est modifié pour résister au glufosinate d'ammonium. Les paysans et les organisations de la société civile se sont fortement opposés à cette décision car des variétés de riz non transgénique peuvent être contaminées. De plus, le glufosinate d'ammonium est toxique et peut mettre en danger la santé reproductive, il est donc prévu qu'il sera interdit dans l'UE dans un futur proche.¹⁵⁵

Lors du même mois, le Forum Paysan de Lutzville et la Campagne pour la souveraineté alimentaire se sont joints aux résidents de la région de la côte ouest afin de rejeter les expériences de maïs transgénique résistant à la sécheresse, effectuées par Monsanto en collaboration avec le Conseil de Recherche agricole d'Afrique du Sud (South Africa's Agricultural Research Council, ARC). Il est estimé que les modifications caractéristiques de Monsanto sont présentes dans 75% de tout le maïs transgénique cultivé en Afrique du Sud.¹⁵⁶



Crédits photos: Martin Drago – FoEI

Le Centre africain pour la Sécurité biologique a également appris que 19 nouvelles variétés de maïs transgénique, fabriquées par Monsanto, Pioneer et Syngenta, avaient reçu l'approbation du gouvernement.¹⁵⁷

Davine Witbooi du Forum Paysan de Lutzville a déclaré que “La terre revient de droit au peuple et les pauvres devraient être les premiers à l'utiliser afin de se nourrir. Maintenant la terre est utilisée pour faire des expériences qui serviront à enrichir encore plus les sociétés multinationales. Cette manifestation est un avertissement. Nous sommes encore polis. Le temps viendra où nous prendrons la terre tout simplement.”¹⁵⁸

Alliance pour la Souveraineté alimentaire en Afrique

En décembre 2011, aux négociations de l'ONU sur le climat à Durban, l'Alliance pour la Souveraineté alimentaire en Afrique a été lancée. Cette alliance inclut des bergers nomades, des pêcheurs, des peuples autochtones, des réseaux de petits paysans tel que La Via Campesina Afrique et des écologistes dont les Amis de la Terre Afrique. L'objectif de cette alliance de réseaux est de renforcer le mouvement africain afin d'influencer les politiques et de promouvoir les solutions venant de la base, car elles sont des alternatives au commerce des sociétés multinationales et à leur modèle alimentaire.¹⁵⁹

Dans le continent africain, diverses variétés de semences ont été développées pendant des siècles. Elles font partie du savoir traditionnel et participent à la nutrition, à la santé, à la médecine et à la culture locale. Face au changement climatique, au commerce non équitable et à la pauvreté, les méthodes agricoles traditionnelles dont la sauvegarde des semences, sont vitales à la survie.



GOVERNANCE MONDIALE

Rio+20 et l'économie verte

La gouvernance mondiale ayant pour but de résoudre les crises environnementales implique actuellement des interactions complexes entre une série d'acteurs transnationaux dont les organismes onusiens, les institutions financières internationales telle que la Banque Mondiale, les gouvernements, les multinationales et les organisations non gouvernementales (ONG). Cependant, les structures existantes et la balance du pouvoir penchent en faveur du pouvoir commercial, puisqu'elles s'insèrent dans un système économique mondial injuste et non durable, dépendant de ressources naturelles limitées et de carburants fossiles qui endommagent le climat.

Le sommet de Rio+20, prévu pour juin 2012, devrait être une opportunité historique pour exiger que nos économies, y compris le système industriel de production alimentaire, soient soumises à de profonds changements structuraux. Le sommet marquera le vingtième anniversaire du Sommet sur la Terre de Rio de 1992, sommet qui a lancé deux nouveaux accords internationaux: la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique (CNUCC).

Lors du sommet de Rio+20¹⁶⁰ les gouvernements prévoient d'adopter des approches internationales afin d'arrêter la destruction environnementale. Cependant la trajectoire actuelle tend à consolider le capitalisme néolibéral en le recouvrant d'une façade verte. Malheureusement, c'est bien la dépendance à l'égard d'approches fondées sur le marché qui nous a conduits aux crises financières et alimentaires actuelles.¹⁶¹

L'agriculture est une zone d'action prioritaire. La FAO (Food and Agriculture Organization) cherche à élaborer une feuille de route afin de "verdir l'économie grâce à l'agriculture",¹⁶² ce qui probablement contiendra de nombreux éléments basés sur le marché de 'l'agriculture intelligente face au changement climatique' (climate smart agriculture) qui seront exposés ci-dessous.

En général, le concept 'd'économie verte' est utilisé dans les préparations pour le sommet afin de promouvoir des approches dirigées par le marché et dominées par les sociétés multinationales, afin de répondre aux menaces écologiques auxquelles nous sommes confrontés. Ce concept n'est pas défini de manière à reconnaître et soutenir les initiatives communautaires, déjà connues comme étant des solutions efficaces, telles que les diverses pratiques agroécologiques déjà utilisées pour produire de l'alimentation, du carburant, des fibres et des médicaments de façon durable.

Pour illustrer ceci, le très influent rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) intitulé 'Vers une économie verte', qui souligne les approches des gouvernements et de l'agronégoce dans les préparations vers Rio+20,¹⁶³ conseille l'utilisation d'instruments basés sur le marché et le commerce de nouvelles marchandises telles que la biodiversité et les compensations carbone, y compris dans le secteur agricole.

Mais la création de nouveaux marchés risque d'entraîner de nouvelles expropriations et privatisations de ressources naturelles par des intérêts économiques. Le PNUE encourage "une agriculture verte dans un partenariat avec l'agronégoce," déclarant que "les sociétés multinationales peuvent jouer un rôle majeur dans la transition vers une agriculture verte."¹⁶⁴ Cependant, ces déclarations ignorent le rôle de l'agriculture industrielle dans l'accélération du changement climatique et le déplacement en masse des communautés paysannes.

L'analyse du PNUE montre clairement que les décideurs politiques nationaux et internationaux veulent dépendre des marchés, des sociétés multinationales et de la finance privée pour créer de nouvelles marchandises à acheter et à vendre, que ce soient du carbone ou de la biodiversité.

Agriculture intelligente face au changement climatique (Climate-smart agriculture)

La Banque mondiale, la FAO, les centres de recherches du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)¹⁶⁵ encouragent le concept "d'agriculture intelligente face au changement climatique" (climate-smart agriculture, CSA), qui, disent-ils, inclut des pratiques qui vont augmenter la productivité afin d'assurer la sécurité alimentaire, qui vont augmenter la résistance donc l'adaptation au changement climatique et qui vont séquestrer des émissions de gaz à effet de serre.¹⁶⁶ Dans le cadre de cette approche, la Banque mondiale et la FAO – entre autres agences et sociétés multinationales – soutiennent des initiatives "d'agriculture intelligente face au changement climatique" qui pourraient changer les fermes en projet de compensation carbone.¹⁶⁷



Crédits photos: CNOP – LVC Mali

Pourtant des analyses indiquent que des marchés de séquestration du carbone dans le sol ne vont pas fonctionner pour les petits paysans car un tel système est plus en accord avec les grandes exploitations agricoles. L'insécurité dans la tenure foncière des petits paysans sera exacerbée par une hausse du prix des terres, alors que l'acquisition des terres par les développeurs de projets devient de plus en plus attractive. De surcroît, des projets de compensation carbone pourraient financer des émissions continues de gaz à effet de serre dans les pays riches industrialisés et poser des risques graves pour l'agriculture des pays en développement.¹⁶⁸

Les défenseurs de l'agriculture intelligente face au changement climatique (CSA) se réfèrent fréquemment à l'agriculture de conservation en semis direct qui n'exige ni labour ni travail du sol lors de la culture des plantes. Cette technique aide à réduire l'érosion et à séquestrer le carbone dans le sol. Le Roundup Ready (RR) de Monsanto est reconnu comme un composant important des pratiques de culture sans labour, car les exploitants agricoles utilisent le Roundup plutôt que la charrue pour se débarrasser des mauvaises herbes.

Pourtant, déclarer que les cultures transgéniques encouragent les cultures sans labour¹⁶⁹ ignore complètement le fait que l'agriculture en semis direct n'est pas seulement pratiquée avec les cultures transgéniques. La combinaison de cultures transgéniques et de techniques sans labour a déjà conduit à des niveaux dangereusement élevés de Roundup Ready de Monsanto, dans le cas de monocultures du soja GM et du maïs aux USA et dans le sud de l'Amérique Latine.¹⁷⁰ Des recherches suggèrent que cela n'a pas conduit à la séquestration de plus grandes quantités de carbone dans les sols.¹⁷¹

Il est aussi important de noter que, alors que des organisations internationales comme la FAO évitent des références directes aux OGM, elles ne rejettent pas explicitement la biotechnologie. De plus, l'industrie de biotechnologie fait la promotion des OGM en tant que partie intégrante du cadre de l'agriculture intelligente face au changement climatique (CSA), bien que des cultures transgéniques résistantes au climat y compris des arbres, ne soient pas encore disponibles dans le commerce: jusqu'à présent tous les essais ont échoué.¹⁷²



Agriculture paysanne contre agriculture industrielle



Les sociétés multinationales deviennent de plus en plus les 'outils et les tyrans' des gouvernements – il est de plus en plus difficile de faire la différence entre les multinationales et le pouvoir des gouvernements.¹⁷³ Tim Lang, professeur de politique alimentaire à City University à London, a souligné que les multinationales occupent une place prépondérante dans le cadre politique de l'ONU: "Elles n'ont pas besoin de faire un lobbying important car pour la plupart, elles font partie de l'architecture de ce pouvoir."¹⁷⁴

Cette architecture où Etat et multinationales sont intimement liés, est aussi visible dans le système agroalimentaire actuel. Une ONG internationale GRAIN avance que le système agroalimentaire industriel actuel est responsable selon les endroits de 44 à 57% des émissions de gaz à effet de serre – si l'on prend en compte tous les impacts de cette industrie agroalimentaire: changement d'utilisation de la terre, technologies agricoles dépendantes du pétrole, engrais chimiques, emballage, transport, chaîne du froid et déchets.¹⁷⁵

Cela contraste beaucoup avec l'agriculture paysanne qui réintègre la matière organique dans le sol – stockant le carbone naturellement – et réduit ainsi les émissions de 30% au plus.¹⁷⁶ Comme le souligne Olivier De Schutter, le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, la malnutrition et la faim sont causées par "un déséquilibre de pouvoir dans les systèmes alimentaires et l'incapacité d'aider les petits paysans à se nourrir, à nourrir leurs familles et leurs communautés."¹⁷⁷

Voilà pourquoi, plus de 50 ONG font pression sur les gouvernements pour qu'ils prennent part à Rio+20, interdisent les aliments transgéniques et remplacent la production industrielle de grande échelle par des politiques agroécologiques.¹⁷⁸ De surcroît, un mouvement social 'People's Summit' (le Sommet des Peuples) demandera la fin de la "marchandisation" de la nature et la défense des biens communs.¹⁷⁹ Les solutions de 'l'économie verte', fausses solutions proposées par les multinationales, seront dénoncées et des alternatives durables seront représentées.

La transformation de l'agriculture va de pair avec une reconstruction des systèmes qui forment la base de nos sociétés industrielles; les pays pourront ainsi s'engager dans des transitions justes qui réduisent la consommation et la production non durable, investir dans des infrastructure publiques y compris la production d'énergie renouvelable, créer des emplois, garantir les droits des populations et soutenir la conservation de la biodiversité avec l'aide de la population locale.

Risques pour l'agriculture lors des négociations de la Convention cadre des Nations unies sur le climat

Les propositions actuelles pour les négociations lors de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC) ouvrent la voie à l'accaparement des terres par les multinationales et aux cultures et plantations by, en tant que nouvelles propositions de compensation carbone.

La compensation existe dans tous les systèmes d'échange des crédits carbone et constitue une faille permettant aux pays et/ou aux entreprises supposés réduire leurs émissions, d'acheter le droit de polluer à partir d'industries ou de projets situés ailleurs, dans un pays tiers.

En d'autres mots, il s'agit d'un système qui permet aux pollueurs de continuer à polluer avec la même vigueur. Ce système d'échange de carbone est complexe, volatil et vulnérable à la fraude. Sans compter que les projets peuvent avoir été planifiés de toute façon, c'est-à-dire qu'ils ne créent absolument aucune réduction d'émissions.¹⁸⁰

De plus, les projets de compensation impliquant les forêts et le carbone des sols agricoles sol sont particulièrement risqués en raison de la non-permanence du carbone stocké dans les arbres ou dans le sol. De tels projets assimilent de façon erronée le stockage du carbone à court terme par les forêts et les sols, à la séquestration du carbone à long terme dans les combustibles fossiles. La conservation des sols et des forêts ne permet pas de soustraire de façon permanente du CO₂ de l'atmosphère, du fait que ce carbone peut être à nouveau relâché dans l'atmosphère lors des labours, des feux et du dessèchement des cultures.¹⁸¹



Pour autant, la compensation carbone, en particulier par le biais du Mécanisme de développement propre (CDM), constitue un pilier central du système actuel pour faire face au changement climatique. Le CDM a permis aux 37 pays industrialisés¹⁸² d'acheter le bon de sortie de leur engagement à réduire faiblement leurs émissions (soit environ 5% pour la période 2008-2012), contracté lors de la première période du Protocole de Kyoto de l'UNFCCC.

Pour l'heure, le CDM comprend des projets dans des pays en développement qui réduisent les gaz industriels les plus puissants et investissent dans des énergies « propres » telles que l'énergie hydraulique, le gaz, la biomasse, et le captage et stockage du CO₂ (CSC). Cependant, les projets de compensation se rapportant au carbone du sol,¹⁸³ aux OGM et à la conservation des forêts (ou prévention contre le déboisement) sont actuellement exclus du CDM ; surtout à cause du manque de permanence et d'intégrité environnementale associés au stockage du CO₂ à court terme. De nombreux projets CDM ont déplacé les communautés locales et endommagé l'environnement.¹⁸⁴

Pour autant, l'industrie des biotechnologies conteste ce qui fait et ne fait pas partie du mécanisme du CDM. Depuis 1998, Monsanto exerce un lobbying intense pour que l'agriculture chimique en semis direct soit admise dans le CDM. Leurs tentatives ont échoué pour le moment.¹⁸⁵ En outre, bien qu'il n'existe pas encore de marché international de carbone du sol, la Banque Mondiale¹⁸⁶ et la FAO l'encouragent au motif que cela va augmenter la productivité et l'investissement du secteur privé dans l'agriculture paysanne.¹⁸⁷

Il est important de noter que des propositions similaires de compensation de carbone forestier, qui avancent rapidement dans les négociations onusiennes sur le climat sous l'appellation de « Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradations des forêts dans les Pays en développement » (REDD+)¹⁸⁸, semblent déjà vouées à déclencher un accaparement des terres au niveau mondial et des déplacements massifs de communautés locales dans les pays du Sud, étant donné que les entreprises et les Etats cherchent à compenser au maximum la pollution industrielle du Nord. Les plantations industrielles, comprenant potentiellement des arbres génétiquement modifiés à croissance rapide, pourraient être également incluses dans la REDD+. Il existe une autre menace, à savoir que les multinationales, telles Monsanto, vont avoir la possibilité d'inclure des OGM en promouvant des initiatives agricoles dans le cadre de la REDD+.¹⁸⁹

Dans les forêts tropicales humides, des projets REDD nuisibles sont déjà en cours, comme dans le Kalimantan Forests and Climate Partnership (KFCP), qui est un accord bilatéral sur les forêts et le climat entre les Gouvernements d'Indonésie et d'Australie. Cet accord crée des compensations et permet à l'Australie de poursuivre ses émissions dues aux combustibles fossiles. Cet accord ne reconnaît pas non plus les droits fonciers, ni le fait que le défrichement des terres se poursuive dans le voisinage,¹⁹⁰ et sape sérieusement l'efficacité dans la réduction du déboisement.¹⁹¹

A l'UNFCCC, l'agriculture a été traitée de façon spécifique par le groupe de travail "atténuation" étant donné que les pays développés – comme les USA, l'UE et la Nouvelle-Zélande – sont particulièrement intéressés par la création de mécanismes fondés sur le marché dans le secteur agricole afin de les aider à respecter leurs engagements de réduction d'émission.¹⁹² Ce qui pourrait mener à l'inclusion des projets de compensation du carbone des pays en développement dans les marchés mondiaux du carbone comme le CDM.¹⁹³ Pour autant, de nombreux pays en développement s'inquiètent de la façon dont l'agriculture sera affectée et s'adaptera aux changements climatiques. Pour des raisons de conflits d'intérêt, aucun accord n'a été atteint sur ces questions lors des négociations de Durban fin 2011.¹⁹⁴

En dépit des très gros investissements dans les projets du marché du carbone et de la REDD+, ainsi que du nouvel intérêt porté aux crédits de carbone stockés dans les sols, la viabilité des mécanismes du marché du carbone est sérieusement remise en question du fait que les négociations sur le climat n'arrivent pas à fixer les objectifs de réduction des émissions incitant les demandes de compensations. S'il n'y a pas de demandes de compensations, l'argument économique néolibéral visant à créer des projets de compensation à partir de l'agriculture ou des forêts tombe à l'eau.

Le résultat des négociations sur le climat à Durban, connu sous le nom de 'Durban Platform', est désastreux.¹⁹⁵ Il en ressort que le nouveau régime du climat ne sera négocié qu'à la date buttoir de 2015, pour n'entrer en vigueur qu'après 2020 (alors que la première période des engagements du Protocole de Kyoto expire cette année).¹⁹⁶

Cette incertitude politique à propos du régime international sur le climat entraîne une forte volatilité dans les marchés du carbone.¹⁹⁷ La fluctuation des prix du carbone, ayant atteint le niveau le plus bas jamais vu en décembre 2011,¹⁹⁸ signifie que les retours sur les projets de compensation sont imprévisibles et insuffisants pour justifier leur développement. Si les gouvernements poursuivent ce type d'investissements pour propulser ces marchés du carbone voués à l'échec, cela détournera des ressources publiques cruciales qui auraient pu permettre de mettre en place de véritables solutions pour le climat comme l'agro-écologie.

Pour autant, même si les marchés internationaux du carbone continuent à se ralentir, les marchés du carbone volontaires non-réglementés sous-nationaux, nationaux, et régionaux (orientés vers des individuels ou des entreprises) pourront être conclus, y compris les compensations pour le carbone stocké dans le sol, comme faisant partie de tout un réseau d'initiatives plus petites et multiples du marché du carbone.¹⁹⁹ En 2007, par exemple, Monsanto a rejoint le programme volontaire américain pour le marché du carbone, le « Chicago Climate Exchange » (CCX),²⁰⁰ visant à créer des crédits de compensation du carbone à partir de projets agricoles en semis direct. Le projet de la Banque mondiale concernant le carbone du sol au Kenya va aussi essayer de vendre ses crédits sur le marché volontaire.²⁰¹

Les Amis de la Terre international et La Via Campesina rejettent toute forme de commerce du carbone et de compensations car ils gèlent des infrastructures à forte teneur en carbone, causent des dommages sociaux et environnementaux et empêchent de trouver des solutions durables pour le changement climatique. Inclure l'agriculture et les forêts dans les marchés du carbone ne fait que saper les efforts pour promouvoir les droits des communautés, la souveraineté alimentaire et la réduction des émissions.

Elizabeth Mpofu

Elizabeth Mpofu du Zimbabwe, porte parole de La Via Campesina au sommet sur le climat à Durban en décembre 2011 a déclaré, "Ils peuvent garder leur argent, moi, je garde ma terre", en expliquant que les paysans ne demandent pas l'aumône aux marchés du carbone : ils demandent des changements fondamentaux dans le système mondial de production et de consommation.

Crédits photos: Boaventura Mojae – LVC Africa



Les mécanismes du marché et le moratoire sur les projets de géo-ingénierie de la Convention des Nations unies sur la Diversité biologique

Dans d'autres forums intergouvernementaux, les mécanismes fondés sur le marché sont fortement encouragés. Par exemple, lors de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB), le texte produit à la conclusion des débats à Nagoya au Japon, en octobre 2010, réclame de nouveaux mécanismes financiers. Le texte introduit le Mécanisme de développement vert²⁰², copié sur le Mécanisme de développement propre de l'UNFCCC, qui pourrait générer des compensations à partir de terres gérées conformément à la CDB. Néanmoins, cette décision n'a finalement pas été adoptée car elle a été bloquée par l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), avec à sa tête la Bolivie. En effet, l'ALBA a fait part de ses préoccupations étant donné que de telles propositions fondées sur le marché pourraient entraîner une "marchandisation" de la nature, détruire la biodiversité et violer les droits humains.²⁰³ Cette position reflète en définitive les préoccupations des mouvements sociaux et des écologistes progressistes.²⁰⁴

Ces négociations ont débouché sur un résultat positif qui est le moratoire de facto sur la géo-ingénierie,²⁰⁵ établissant un précédent important en perspective de Rio+20. Renforcer ce moratoire sur la géo-ingénierie constituerait un pas en avant important vers la démystification des nouvelles technologies à risque, y compris la biotechnologie, susceptibles d'infliger des dégâts sur les écosystèmes et de détourner les investissements concernant des approches sûres et durables en vue d'atténuer le changement climatique.

Géo-ingénierie – Accaparement des terres

Dans le débat général relatif au changement climatique, les propositions de la géo-ingénierie ont chaque fois plus de poids. Elles sont souvent formulées comme étant des solutions au changement climatique irréversible.²⁰⁶ La pression cherchant à déployer ces programmes risqués et dangereux va augmenter lorsque nous atteindrons les points critiques dans le système climatique.

Il y a actuellement deux principaux aspects des technologies de la géo-ingénierie qui font l'objet de recherches et sont développés. Ce sont, d'une part, la gestion du rayonnement solaire (SRM) et, d'autre part, les technologies des émissions négatives (NETs) qui cherchent à supprimer la pollution due au carbone de l'atmosphère.²⁰⁷ Ces deux approches comprennent des propositions de biotechnologie.

Malgré le moratoire de facto de la CBD sur la géo-ingénierie, qui a été soutenu avec force par les organisations de la société civile,²⁰⁸ Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de l'UNFCCC, s'est montrée explicitement favorable aux techniques de la géo-ingénierie. En effet, lors d'une interview elle a déclaré : "Nous nous trouvons dans un scénario où il va nous falloir développer plus de technologies puissantes permettant d'extraire les émissions de l'atmosphère."²⁰⁹ Les défenseurs de la géo-ingénierie ont tenté de faire approuver de telles techniques par le CDM.²¹⁰

La gestion de la radiation solaire (SRM) cherche à bloquer la lumière du soleil afin de réduire la température de la Terre.²¹¹ L'augmentation de l'albédo est l'une des technologies proposée dans le cadre du SRM. Ce qui signifierait de cultiver des plantes brillantes et réfléchissantes au moyen de la biotechnologie ou d'une sélection végétale.

D'autres propositions de géo-ingénierie non-transgéniques comprennent:

1. 'Cloud whitening' (blanchiment de nuages) en aspergeant de l'eau de mer dans l'atmosphère pour augmenter la réflectivité des nuages et leur condensation.
2. Des pare-soleil spatiaux faits de milliards de petits miroirs dans l'espace pour réfléchir les rayons du soleil.

Or, ces technologies SRM entraînent de gros risques car ils perturbent des écosystèmes complexes et des situations météorologiques, telles que les moussons dont dépendent des millions de personnes.²¹²

Les technologies d'émissions négatives (NETs) pourraient également comprendre des modifications génétiques comme par exemple:

1. Modification génétique des algues pour capturer le CO₂.²¹³
2. Biocharbon, produit en plantant de grandes quantités de biomasse, pouvant inclure des arbres OGM à croissance rapide,²¹⁴ suivi par la pyrolyse de la biomasse récoltée pour ensuite enterrer le charbon réduit en poudre dans le sol.²¹⁵

D'autres NETs non-transgéniques proposées comprennent:

1. La fertilisation des océans avec du fer ou de l'azote pour stimuler la croissance du phytoplancton afin de séquestrer le CO₂.
2. L'utilisation de tuyaux géants pour amener l'azote ou les eaux enrichies de phosphore depuis le fond de la mer pour refroidir la surface des eaux et renforcer la séquestration du CO₂ par les océans.
3. Des machines à capturer le carbone²¹⁶ et autres technologies pour le captage et le stockage du carbone (CSC) conçues pour capturer le CO₂ à la source et le stocker dans les océans ou dans les formations géologiques comme les aquifères.

Une fois de plus, ces techniques exigent de plus grandes surfaces de terre ou des changements dans l'utilisation des océans qui pourraient avoir des conséquences imprévisibles et négatives sur des écosystèmes complexes et les communautés locales qui en dépendent. Un petit groupe de scientifiques, surtout américains, essayent de promouvoir le débat sur la géo-ingénierie et font du lobbying en vue d'obtenir des fonds publics et de protéger leurs brevets.²¹⁷

En outre, étant donné la période de temps nécessaire pour développer ce type de technologies très pointues et ses interventions risquées, il sera peut-être impossible de mettre en place ce type de technologies suffisamment rapidement pour avoir un réel impact sur le réchauffement climatique et ses dangers.



CONCLUSIONS

Comme nous le démontrons dans ce rapport, Monsanto et l'agrobusiness en général sont de moins en moins les bienvenus, quel que soit l'endroit où ils interviennent. Ils détruisent l'agriculture locale et portent préjudice aux communautés en essayant de dominer les systèmes de production alimentaire.

Là où Monsanto est présente, les semences locales deviennent illégales, la biodiversité disparaît, les terres sont polluées, les paysans et les ouvriers agricoles sont empoisonnés, criminalisés et expulsés de leurs terres. Les producteurs de denrées alimentaires locaux doivent entrer en concurrence avec les grandes multinationales dont l'unique objectif est de faire des bénéfices.

Les luttes, signalées dans le présent rapport, illustrent certaines des actions les plus exaltantes menées contre l'agrobusiness par La Via Campesina, représentant près de 200 millions de paysans, et par les Amis de la terre International ayant 2 millions de membres dans le monde. Ensemble, nous continuerons à travailler en alliance avec les peuples autochtones, les communautés locales, les syndicats, les organisations de femmes et de jeunes, pour défier la domination de Monsanto et des autres entreprises de l'agrobusiness.

Depuis 2007, date à laquelle a été organisé le Forum international pour la Souveraineté alimentaire « Nyéléni » à Sélingué au Mali, le mouvement a pris racine avec plus de vigueur aux niveaux national et régional.

Du fait des crises actuelles, économiques et environnementales, la résistance mondiale contre les transnationales est devenu un besoin impérieux. Une société plus juste organisée pour répondre aux besoins des peuples et garantir leurs droits ne peut être construite en coexistence avec des multinationales qui accaparent le pouvoir et des ressources limitées.

Nous appelons tous ceux qui partagent notre vision d'un monde durable à organiser une action collective. Le moment n'a jamais été aussi pressant pour globaliser nos luttes et globaliser l'espérance.



Sites Web de la Campagne

Pour plus d'information sur les campagnes contre Monsanto et les OGM mentionnées dans ce rapport, vous pouvez consulter les sites Web suivants:

Combat Monsanto: www.combat-monsanto.org (EN, FR, SP)

Amis de la terre International www.foei.org (EN, FR, SP)

La Via Campesina www.viacampesina.org (EN, FR, SP)

Pour les campagnes nationales et régionales consultez:

Europe

Amis de la terre Europe www.foeeurope.org/GMOs/Index.htm

Coordination européenne Via Campesina www.eurovia.org

France

InfOGM www.infogm.org

Espagne

Amigos de la Tierra España www.tierra.org

Amérique Latine

CLOC - Via Campesina www.cloc-viacampesina.net

Brésil

Movimento Sem Terra www.mst.org.br

Etats-Unis

Friends of the Earth US www.foe.org

Inde

Coalition for GM-Free India <http://indiagminfo.org>

Afrique

Via Campesina Africa <http://viacampesinaafrica.blogspot.com>

Afrique du Sud

African Centre for Biosafety www.biosafetyafrica.org.za

RÉFÉRENCES

- 1 Monsanto est, bien sûr, le sujet principal de ce rapport, de par ses impacts négatifs et profonds dans le monde entier, mais des luttes tout aussi importantes s'opposent à d'autres géants de l'industrie alimentaire tels que DuPont, Syngenta, Bayer and Dow. Certains d'entre eux sont discutés dans ce rapport.
- 2 French court cancels ban on Monsanto GMO maize, Reuters, 28 November 2011: <http://www.reuters.com/article/2011/11/28/france-gmo-idUSL5E7MS3EM20111128>
- 3 Monsanto Bow to French Ban on GM Maize Seed in 2012, GM Freeze press release, 25 January 2012: <http://www.gmfreeze.org/news-releases/178/>
- 4 Monsanto, rapport annuel 2011: http://www.monsanto.com/investors/Documents/Annual%20Report/Monsanto_2011_AnnualReport.pdf . p.2.
- 5 Robert Langreth et Matthew Herper, The Planet Versus Monsanto, Forbes, 18 janvier 2010: <http://www.forbes.com/forbes/2010/0118/americas-best-company-10-gmos-dupont-planet-versus-monsanto.html>
- 6 Site internet de Monsanto : <http://www.monsanto.com/whoweare/Pages/default.aspx>
- 7 Le dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) est un dangereux pesticide synthétique.
- 8 Les polychlorobiphényles (PCB) ont été utilisés dans des composants d'isolants de transformateurs électriques, peintures, pesticides, huiles et ciments. Dans les années 1980, en raison de niveaux de toxicité élevés, ces produits ont commencé à faire l'objet d'interdictions nationales, mais restent présents dans l'environnement.
- 9 L'Agent Orange a été employé par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam pour détruire des aliments et des cachettes. Trois millions de Vietnamiens souffrent encore de ses effets, qui, selon des organisations de la société civile, entraînent des malformations à la naissance et des cancers. Voir <http://www.vn-agentorange.org/thecall.html>
- 10 Les hormones de croissance bovine sont injectées aux vaches pour augmenter leur production de lait, dont les Etats-Unis continuent d'autoriser la production malgré les avertissements concernant la santé des humains et des animaux. Elles ont été interdites dans l'UE, au Canada et dans le reste du monde. Voir <http://www.centerforfoodsafety.org/campaign/rbgh-hormones/rbgh-rbst/>
- 11 Philip H. Howard, Visualizing Consolidation in the Global Seed Industry: 1996-2008, décembre 2009: <http://www.mdpi.com/2071-1050/1/4/1266/pdf>
- 12 Marie-Monique Robin, Le monde selon Monsanto: pollution, corruption et contrôle de notre approvisionnement alimentaire, The New Press, 2010: http://thenewpress.com/index.php?option=com_title&task=view_title&metaproductid=1755
- Greenpeace, Monsanto : Get out of our food, consulté le 19 décembre 2011: <http://www.greenpeace.org.uk/gm/monsanto-get-out-of-our-food>
- Center for Food Safety, Monsanto contre les agriculteurs américains, 2005: <http://www.centerforfoodsafety.org/pubs/CFSMonsantovsFarmerReport1.13.05.pdf>
- 13 ETC Group, Who will control the Green Economy? Page 22, décembre 2011: http://www.etcgroup.org/upload/ETC_wmctg_14dec2011_4web.pdf
- 14 GRAIN, l'agrobusiness dans le monde : deux décennies de pillage, 13 juillet 2010: <http://www.grain.org/article/entries/4055-global-agribusiness-two-decades-of-plunder>
- 15 ETC Group, Earth Grab : Geopiracy, the New Biomasters and Capturing Climate Genes, Pambazuka Press, 2011: <http://www.pambazuka.org/en/category/features/77446>
- 16 Earth Open Source, Roundup and birth effects: Is the public being kept in the dark? juin 2011: <http://www.scribd.com/doc/57277946/RoundupandBirthDefectsv5>
- Michael Antoniou, Paulo Brack, Andrés Carrasco, John Fagan, Mohamed Habib, Paulo Kageyama, Carlo Leifert, Rubens Onofre Nodari, Walter Pengue, Le soja OGM : Durable, Responsable ? septembre 2010: <http://www.mce-info.org/upload/File/expertise%20scinetifique%20internat%20soja%20oct10.pdf>
- 17 3D, Exploring the Global Food Supply Chain, 2010: http://www.3dthree.org/pdf_3D/3D_ExploringtheGlobalFoodSupplyChain.pdf
- 18 La sémence phare de Monsanto, le maïs Bt, est censée résister aux insectes mais n'est pas fiable, et des ravageurs secondaires peuvent apparaître à la suite de l'utilisation de pesticides et de mauvaises pratiques agricoles. En outre, des ravageurs peuvent développer une résistance aux toxines Bt, les rendant totalement inefficaces. Voir Institute of Science in Society, Bt crops failures & hazards, 14 décembre 2011: http://www.i-sis.org.uk/Bt_crops_failures_and_hazards.php
- Les Amis de la Terre International, à qui profitent les plantes GM ? – 2010, septembre 2010: http://www.foei.org/fr/publications/pdfs/a-qui-profitent-les-plantes-gm-1/view?set_language=fr
- 19 Greenpeace, Ecological farming: Drought-resistant agriculture, 2010: http://www.biosafety-info.net/file_dir/18493216064c58e899420b6.pdf
- 20 Les Amis de la Terre International, à qui profitent les plantes GM ? – 2010, septembre 2010: http://www.foei.org/fr/publications/pdfs/a-qui-profitent-les-plantes-gm-1/view?set_language=fr
- ETC Group, Earth Grab: Geopiracy, the New Biomasters and Capturing Climate Genes, Pambazuka Press, 2011: <http://www.pambazuka.org/en/category/features/77446>
- 21 NGO Working Group on Food & Hunger at the United Nations, Policy Statement to the General Assembly, septembre 2011: http://www.globalpolicy.org/images/pdfs/NGO_UN_Food_Statement.pdf
- 22 Voir ISAAA, Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2010, Executive Summary - Brief 42 2010: <http://isaaa.org/resources/publications/briefs/42/executivesummary/default.asp>
- Alexander J. Stein et Emilio Rodríguez-Cerezo, What can data on GMO field release applications in the USA tell us about the commercialisation of new GM crops? 2009: [ftp://ftp.jrc.es/pub/EURdoc/JRC52545.pdf](http://ftp.jrc.es/pub/EURdoc/JRC52545.pdf)
- 23 ISAAA, Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2010, Executive Summary - Brief 42 2010: <http://isaaa.org/resources/publications/briefs/42/executivesummary/default.asp>
- 24 FAO, Annuaire statistique 2009, FAO Rome, voir tableau A4: <http://www.fao.org/docrep/014/am079m/PDF/am079m00a.pdf>
- 25 ISAAA, Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2010, Executive Summary - Brief 42 2010: <http://isaaa.org/resources/publications/briefs/42/executivesummary/default.asp>
- 26 Alexander J Stein et Emilio Rodríguez-Cerez, What can data on GMO field release applications in the USA tell us about the commercialisation of new GM crops? 2009: <http://ftp.jrc.es/EURdoc/JRC52545.pdf>
- 27 Europa-Commission européenne, Registre communautaire des denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés, 2011: http://ec.europa.eu/food/dyna/gm_register/index_en.cfm
- 28 Les Amis de la Terre International, Who Benefits from GM Crops? (à qui profitent les plantes GM ?) An industry built of myths, février 2011: <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2011/who-benefits-from-gm-crops-2011>
- 29 Les Amis de la Terre International, à qui profitent les plantes GM ? – 2010, février 2011: <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2011/who-benefits-from-gm-crops-2011>
- 30 Food & Water Watch, Genetically Engineered Food: An overview, septembre 2011: <http://documents.foodandwaterwatch.org/GeneticallyEngineeredFood.pdf>
- 31 InfOGM, Quelles cultures sont autorisées en France, et sur quelles surfaces ? août 2009: <http://www.infogm.org/spip.php?article966>
- 32 Les Amis de la Terre, Journal des grévistes de la faim, 14 mars 2007: <http://www.amisdelaterre.org/MORATOIRE-OGM-Journal-des.html>
- 33 L'interdiction reposait sur une clause de sauvegarde (article 23 de la Directive 2001/18)
- 34 Christophe Noisette, OGM : le Conseil d'État décide l'annulation du moratoire sur le maïs Mon810, mais le gouvernement souhaite son maintien, novembre 2011: <http://www.infogm.org/spip.php?article4957>
- 35 Parmi les scientifiques émettant des critiques figurent le Prof. Gilles Eric Seralini du CRILIGEN, Christian Velot et le Prof. Jacques Testart de la Fondation Sciences Citoyennes.
- 36 Pour consulter l'arrêt rendu par la cour d'appel de Lyon, rendu le 28 octobre 2009: http://www.eau-et-rivieres.asso.fr/media/user/File/Actu%202008/Extrait_de_arret_Monsanto_oct08.pdf
- 37 BBC News, 'Monsanto guilty in 'false ad' row', 15 octobre 2009: <http://news.bbc.co.uk/1/hi/8308903.stm>
- 38 Greenpeace, Opinion des Français à l'égard des OGM, septembre 2006.
- 39 José Bové est un agriculteur et syndicaliste français, membre du mouvement post-mondialisation, et porte-parole de la Via Campesina. Le 7 juin 2009, il a été élu au Parlement européen en tant que membre d'Europe Écologie, une coalition de partis politiques français défenseurs de l'environnement.
- 40 La Confédération paysanne, La Confédération paysanne regrette vivement la condamnation de 60 Faucheurs Volontaires par le Tribunal de Colmar, 19 octobre 2011: www.confederationpaysanne.fr/confederation-paysanne-regrette-vivement-cond_23-actu_1892.php
- 41 Greenpeace International, New movie damns Monsanto's deadly sins, 7 mars 2008: http://www.greenpeace.org/international/en/news/features/monsanto_movie080307/
- 42 Site internet du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture: <http://www.planttreaty.org/>
- 43 FAO, Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, 2009: <http://www.fao.org/AG/cgrfa/French/itpgr.htm#text>
- 44 French court cancels ban on Monsanto GMO maize, Reuters, 28 November 2011: <http://www.reuters.com/article/2011/11/28/france-gmo-idUSL5E7MS3EM20111128>
- 45 Monsanto Bow to French Ban on GM Maize Seed in 2012, GM Freeze press release, 25 January 2012: <http://www.gmfreeze.org/news-releases/178/>
- 46 La Via Campesina, Peasant Seeds: Dignity, Culture and Life. Farmers in Resistance to Defend their Right to Peasant Seeds, 16 mars 2011: http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=1057:peasant-seeds-dignity-culture-and-life-farmers-in-resistance-to-defend-their-right-to-peasant-seeds&catid=22:biodiversity-and-genetic-resources&Itemid=37
- 47 Les politiques de certaines entreprises interdisent aux paysans de ressemer ou de vendre les semences issues de leurs récoltes. Voir le site Internet de Monsanto, disponible depuis le 15 décembre 2011: <http://www.monsanto.com/newsviews/Pages/why-does-monsanto-sue-farmers-who-save-seeds.aspx>
- De plus, les semences hybrides sont susceptibles de rendre les semences stériles, de sorte à empêcher toute nouvelle réutilisation.
- 48 La Via Campesina, Les paysan(ne)s qui pratiquent une agriculture durable contribuent à refroidir la terre, décembre 2009: <http://viacampesina.net/downloads/PAPER5/FR/paper5-FR.pdf>
- 49 Amigos de la Tierra, Zonas libres de transgénicos en Espana, janvier 2011: www.tierra.org/spip/spip.php?article433
- 50 Court of Justice of the European Union, Honey and food supplements containing pollen derived from a GMO are foodstuffs produced from GMOs which cannot be marketed without prior authorisation, 6 September 2011: <http://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2011-09/cp110079en.pdf>
- 51 Coordination Européenne Via Campesina, ECVX exige que Monsanto indemnise les apiculteurs, 13 décembre 2011: <http://www.eurovia.org/spip.php?article533>
- Greenpeace, la Cour de justice européenne interdit la vente de miel contaminé par des cultures OGM, 8 septembre 2011: <http://www.greenpeace.org/international/en/news/Blogs/makingwaves/eu-court-bans-honey-contaminated-by-ge-crops/blog/36671/>
- 52 GeneWatch UK et Greenpeace International, GM Contamination Register: www.gmcontaminationregister.org

- 53** Friends of the Earth Europe, The Socio-Economic Effects of GMOs: Hidden Costs for the Food Chain, décembre 2010: <http://www.foeeurope.org/GMOs/foee%20socio%20economic%20impacts%20of%20gmso.pdf>
- 54** Règlement (UE) N°619/2011 de la Commission, du 24 juin 2011: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:166:0009:0015:FR:PDF>
- 55** COAG, Ecologistas en Acción, Friends of the Earth, Greenpeace et CECU, Questionnaire about the socio-economic implications of the placing on the market of GMOs for cultivation: A diagnosis by Spanish organizations, 2010: www.biosafety-info.net/file_dir/170661694bb0161b4179f.doc
- 56** Plus d'informations sont disponibles en langue allemande: <http://www.gentechnikfreie-regionen.de/index.php?id=45>
- 57** Site Internet officiel du Forum de Nyéléni: www.nyeleni.org
- 58** Site Internet de Nyéléni Europe: <http://www.nyelenieurope.net>
- 59** Commission européenne, Eurobaromètre : Rapport sur les biotechnologies, octobre 2010: http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_341_fr.pdf
- 60** Déclaration de Nyéléni Europe, La souveraineté alimentaire en Europe maintenant! 21 août 2011: http://nyelenieurope.net/index.php?option=com_content&view=article&id=145%3Adeklaration&lang=en
- 61** Aubergine contenant le gène Bt (Bacillus thuringiensis).
- 62** Pour plus d'information concernant cette campagne, veuillez consulter les informations relatives à la Coalition for GM-Free India: <http://indiagminfo.org>
- 63** Ministry of Environment and Forests, Government of India, Decision of Commercialisation of Bt-Brinjal, 9 février 2010: http://moef.nic.in/downloads/public-information/minister_REPORT.pdf
Annexure to Bt brinjal decision note, Ministry of Environment and Forests: http://moef.nic.in/downloads/public-information/Annex_BT.pdf
- 64** Mahyco-Monsanto Biotech (Inde) est une co-entreprise 50/50 entre Mahyco et Monsanto Holdings Pvt Ltd (MHPL).
- 65** Environmental Support Group Trust, National Biodiversity Authority to prosecute Mahyco/Monsanto and collaborators promoting Bt Brinjal in violation of Biodiversity Protection Law, 11 août 2011: <http://www.esgindia.org/campaigns/brinjal/press/national-biodiversity-authority-prosecut.html>
- 66** Kavitha Kuruganti, "Monsanto, Quit India!" Day, marked across India, 9 août 2011: <http://gmwatch.org/latest-listing/1-news-items/13358-qmonsanto-quit-indiaq-day-marked-across-india>
- L'appel « Monsanto, Quit India » a été lancé par l'Alliance for Sustainable and Holistic Agriculture (ASHA), un réseau national composé de plus de 400 organisations œuvrant à promouvoir des moyens de subsistance durables pour les paysans, la souveraineté semencière et alimentaire, la sécurité alimentaire, ainsi que les droits des producteurs et des consommateurs.
- 67** La Via Campesina South Asia, Tamil Nadu farmers organize Quit India Monsanto! day - happy that Monsanto suffers blow from Indian government, 2 septembre 2011: <http://lvcsouthasia.blogspot.com/2011/09/tamil-nadu-farmers-organize-quit-india.html?pref=fb>
- 68** Kavitha Kuruganti, "Monsanto, Quit India!" Day, marked across India, 9 août 2011: <http://gmwatch.org/latest-listing/1-news-items/13358-qmonsanto-quit-indiaq-day-marked-across-india>
- 69** Greenpeace India, Monsanto caught red-handed violating rules! Civil society and farmer unions demand action against the company and an immediate ban of GM field trials in India, communiqué de presse, 4 juillet 2011: <http://www.greenpeace.org/india/en/news/Monsanto-caught-red-handed-violating-rules/>
- 70** ISAAA, Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2010, Executive Summary - Brief 42 2010: <http://isaaa.org/resources/publications/briefs/42/executivesummary/default.asp>
- 71** Gargi Parsai, 'Area under Bt cotton expands; NGOs decry government propaganda', The Hindu, 27 juillet 2011: <http://www.thehindu.com/todays-paper/tp-national/article2297527.ece>
- 72** Navdanya et Navdanya International, the International Commission on the Future of Food and Agriculture, avec la participation de The Center for Food Safety (CFS), The GMO Emperor has no clothes: A global citizens report on the state of GMOs, 2011: <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Environment/documents/2011/10/19/GMOEMPEROR.pdf>
- 73** Les plants de coton Bt génèrent leur propre toxine pour tuer les ravageurs. L'acronyme HT désigne une plante tolérante aux herbicides brevetés par la société.
- 74** Center for Human Rights and Global Justice & International Human Rights Clinic, Every Thirty Minutes: Farmer Suicides, Human Rights, and the Agrarian Crisis in India, New York: NYU School of Law, 2011: <http://www.chrgj.org/publications/docs/every30min.pdf>
- 75** Center for Human Rights and Global Justice & International Human Rights Clinic, Every Thirty Minutes: Farmer Suicides, Human Rights, and the Agrarian Crisis in India, New York: NYU School of Law, 2011: <http://www.chrgj.org/publications/docs/every30min.pdf>
- 76** Palagummi Sainath, 'In 16 years, farm suicides cross a quarter million', The Hindu, 29 octobre 2011: <http://www.thehindu.com/opinion/columns/sainath/article2577635.ece>
- 77** 3D, Trade-related intellectual property rights, livelihoods and the right to food India, mars 2008 Monsanto, Genuity Bollgard II Cotton: <http://www.monsanto.com/products/Pages/genuity-bollgardII-cotton.aspx>
- 78** Navdanya et Navdanya International, the International Commission on the Future of Food and Agriculture, avec la participation de The Center for Food Safety (CFS), The GMO Emperor has no clothes: A global citizens report on the state of GMOs, 2011: <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Environment/documents/2011/10/19/GMOEMPEROR.pdf>
- 79** Review of Agrarian Studies, Are there Benefits from the Cultivation of Bt cotton? Volume 1(1) janvier-juin 2011. Madhura Swaminathan et Vikas Rawal.
- 80** Navdanya soutient que les allégations de Monsanto sont fausses lorsque la firme déclare obtenir des rendements atteignant les 1 500 kg, le rendement moyen par acre se situant en réalité autour de 400-500 kg. Navdanya et Navdanya International, the International Commission on the Future of Food and Agriculture, avec la participation de The Center for Food Safety (CFS), The GMO Emperor has no clothes: A global citizens report on the state of GMOs, 2011: <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Environment/documents/2011/10/19/GMOEMPEROR.pdf>
- 81** Le prix du coton Bt Bollgard I se situe désormais autour de 750 roupies le paquet, contre près de 450 roupies pour les semences de coton hybrides non-GM. Correspondance privée avec Kavitha Kuruganti, Alliance for Sustainable & Holistic Agriculture (ASHA), New Delhi.
- 82** Abdul Qayum, Kiran Sakhari, Bt Cotton in Andhra Pradesh: A three-year assessment, Deccan Development Society, 2005: http://www.grain.org/system/old/research_files/BT_Cotton_-_A_three_year_report.pdf
- 83** Palagummi Sainath, Neo-Liberal Terrorism in India: The Largest Wave of Suicides in History, 12 février 2009: <http://www.counterpunch.org/2009/02/12/the-largest-wave-of-suicides-in-history/>
- 84** Christian Aid, The damage done: Aid, death and dogma, mai 2005: http://www.christianaid.org.uk/Images/damage_done.pdf
- 85** Kavitha Kuruganti, Aishwarya Madineni, Monsanto-ising Indian Agriculture Paper on Public Private Partnerships between state governments and Monsanto in India, novembre 2010: <http://www.gaia-health.com/articles351/000362-MonsantoReport.pdf>
- 86** Représentée par sa filiale à 100 % Monsanto India Ltd et sa filiale majoritaire Monsanto Holdings Pvt Ltd (MHPL).
- 87** Memorandum of Understanding for Public-Private Partnership between Government of Rajasthan, Monsanto India Limited and Monsanto Holdings Private Limited, 27 juillet 2010.
- 88** Latha Jishnu, Rajasthan seed initiative wilts, Down to Earth, 30 juin 2011: <http://www.downtoearth.org.in/content/rajasthan-seed-initiative-wilts>
- 89** Correspondance privée avec Kavitha Kuruganti, Alliance for Sustainable & Holistic Agriculture (ASHA), New Delhi.
- 90** Coalition for GM-Free India, Coalition for GM-Free India urges Andhra Pradesh to disallow GM crop trials; warns GEAC against revoking the requirement for no objection against states, 30 juillet 2011: <http://indiagminfo.org/?p=30>
- 91** Constitution brésilienne: <http://web.mit.edu/12.000/www/m2006/teams/willr3/const.htm>
- 92** Friends of the MST, Plus d'un millier de femmes ont manifesté contre les pesticides à Ceará [3-2-11], MST, 2 mars 2011: <http://www.mstbrazil.org/news/more-thousand-women-march-against-pesticides-ceara-3-2-11>
- 93** Fabiana Fraysinnet, Rural Women Protest Use of Toxic Agrochemicals, IPS, 3 March 2011: <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=54709>
- 93** En plus du MST, la "Campagne permanente contre les pesticides et pour la vie" comprend des entités tels que le Mouvement des peuples affectés par les barrages (MAB), la Fédération nationale des travailleurs dans l'agriculture familiale (Fetraf), le Mouvement des petits paysans (MPA), le Mouvement des femmes rurales (MMC), l'Institut socio-environnemental (ISA), Greenpeace, SOS Mata Atlantica, et l'Institut d'études socio-économiques (INESC).
- 94** Campagne pour un Brésil sans OMG, Rio de Janeiro, 9 juin 2010: http://www.gmwatch.org/index.php?option=com_content&view=article&id=12279
Campagne pour un Brésil sans OMG, L'utilisation de pesticides au Brésil continue à augmenter; des cas de contamination commencent à devenir évidents et la société civile lance des campagnes, 18 avril 2011: <http://www.gmwatch.org/latest-listing/1-news-items/13072-use-of-pesticides-in-brazil-continues-to-grow>
- 95** Agence de contrôle de la Santé nationale (ANVISA), Programa de análise de residuos de agrotóxicos em alimentos: Relatório de atividades de 2010, décembre 2011, pages 12-13: <http://portal.anvisa.gov.br/wps/wcm/connect/b380fe004965d38ab6abf74ed75891ae/Relat%C3%B3rio+PARA+2010+-+Vers%C3%A3o+Final.pdf?MOD=AJPERES>
- 96** Compagnie nationale de l'approvisionnement (Companhia Nacional de Abastecimento - CONAB), Grain: Harvest 2010/11, décembre 2010: http://www.conab.gov.br/OlalaCMS/uploads/arquivos/10_12_09_16_39_39_boletim_portugues-dez-de-2010.pdf
- Gazeta do Povo, Brazil More Genetic, 15 décembre 2010
- 97** Daniel E. Meyer and Christel Cederberg, Utilisation des pesticides et des mauvaises herbes résistantes au glyphosate - étude effectuée sur la production de soja brésilien, 2010: <http://commodityplatform.org/wp/wp-content/uploads/2011/03/slut-rapport-pesticide-brazilian-soybeans-1012081.pdf>
- 98** Information from Diário de Cuiabá, published in the article 'Transgênicos rendem um bilhão para as transnacionais' (Les OGM rapportent un milliard aux multinationales), 14 février 2011: <http://www.mst.org.br/node/11264>
- 99** Isabella Kenfield, Monsanto's Seeds of Corruption in Brazil, 16 octobre 2006: <https://nacla.org/node/1417>
- Le glyphosate a été légalisé en 2003 et les scandales de corruption ont été découverts en 2006 par le journaliste Solano Nascimento.
- 100** Amnesty International, Contested land in Brazil handed to state, 22 October 2008: <http://www.amnesty.org/fr/node/7803>
- 101** Enlazando Alternativas, Syngenta pollue, persecute et assassine les paysans au Brésil: http://www.enlazandoalternativas.org/IMG/html/Syngenta_en.html
- 102** Terra de Direitos, La Via Campesina, MST, Le cas de Syngenta: Violations des droits humains au Brésil - 2008: <http://viacampesina.net/downloads/PDF/The%20Case%20of%20Syngenta%20-%20Human%20Rights%20Violations%20in%20Brazil.pdf>
- 103** La Via Campesina, 8 novembre: Manifestations dans le monde entier contre Syngenta, 9 novembre 2007: http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=456-8-november-worldwide-protest-against-syngenta&catid=22:biodiversity-and-genetic-resources&Itemid=37
- 104** Les sociétés multinationales font du lobbying afin que la commercialisation du riz, des haricots et de la canne à sucre transgéniques soit approuvée.

- 105** La Via Campesina, L'agriculture paysanne peut nourrir le monde, septembre 2010: <http://viacampesina.org/downloads/pdf/en/paper6-EN-FINAL.pdf>
Les sources initiales viennent de IBGE: Censo Agropecuário 2006. Agricultura familiar. Brasil, Grandes Regiões e Unidades da Federação. IBGE, 2009: http://www.ibge.gov.br/home/estatistica/economia/agropecuaria/censoagro/agri_familiar_2006/comentarios.pdf
- 106** Le soja est la culture transgénique principale au Brésil et dans le monde. En 2010, elle occupait plus de 73 millions d'hectares soit 50% de la terre consacrée aux cultures transgéniques dans le monde entier. Voir ISAAA, Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2010, Synthèse - Brief 42 2010: <http://isaaa.org/resources/publications/briefs/42/executivesummary/default.asp>
- 107** En 2006, l'agriculture familiale au Brésil était responsable de 87% de la production nationale de manioc, 70% de haricots, 46% de maïs, 38% de café, 34% de riz, 58% de lait, 59% de porc, 50% de volaille, 30% de bœuf et 21% de blé. La culture la moins commune dans l'agriculture familiale est le soja (16%). "Extrait de "From Forest to Fork" de Sergio Schelsinger et les sources initiales émanent de: INCRA (2009). "Censo confirma: agricultura familiar produz mais em menor área." : www.incra.gov.br/portal/index.php?view=article&catid=1%3Aultimas&id=13181%3Aacensoconfirma-agricultura-familiar-produz-mais-em-menor
- 108** Comissão Pastoral da Terra Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, Agroenergia: mitos e impactos na america latina, juillet 2007: <http://www.social.org.br/Cartilha%20Agroenergia1.pdf>
- 109** Des recherches sur les transgéniques peuvent encore être effectuées dans un environnement fermé mais les sources gouvernementales déclarent qu'elles sont contrôlées de près.
- 110** Rema, Victoria Peruana: Congreso declara Moratoria a Transgénicos, 5 novembre 2011.
- 111** Révélation de Wikileaks , FY 2009 biotechnology outreach strategy and department resources, créé 10 décembre 2008, sorti 30 août 2011: <http://wikileaks.org/cable/2008/12/08STATE129940.html#>
- 112** Dario Aranda, Primero la salud, despues los negocios, 18 mars 2011: <http://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-164438-2011-03-18.html>
- 113** GRR Grupo de Reflexion Rural, San Jorge: Une décision du tribunal porte à réfléchir sur l'exode rural, 16 mars 2011: <http://www.gmwatc.org/latest-listing/1-news-items/13065-argentina-local-no-spray-zones-are-not-enough-grupo-de-reflexion-rural>
- 114** Dr. Medardo Ávila Vazquez, Prof. Dr. Carlos Nota, Rapport sur la 1ière réunion nationale des médecins de villes victimes de l'épandage agricole, Faculté de médecine, Université nationale de Cordoba, Argentine, août 2010: <http://www.reduas.fcm.unc.edu.ar/wp-content/uploads/downloads/2011/10/INGLES-Report-from-the-1st-National-Meeting-Of-Physicians-In-The-Crop-Sprayed-Towns.pdf>
- 115** Navdanya and Navdanya International, the International Commission on the Future of Food and Agriculture, with the participation of The Center for Food Safety (CFS), The GMO Emperor has no clothes: A global citizens report on the state of GMOs, 2011: <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Environment/documents/2011/10/19/GMOEMPEROR.pdf>
- 116** Greenpeace and GM Freeze, Herbicide tolerance and GM crops, Why the World should Ready to Roundup Glyphosate, juin 2011: <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/agriculture/2011/363%20-%20GlyphoReportDEF-LR.pdf>
- 117** Monsanto, Roundup Ready Herbicide: <http://www.monsanto.com.au/products/roundup/default.asp>
- 118** Herbert Girardet, ed. Surviving the century: facing climate chaos and other global challenges. London, Earthscan, 2007, ISBN 978-1-84407-458-7, p185
- 119** Les photos et l'entretien effectué en août 2010 par le journaliste argentin Dario Arand se trouvent dans la colonne de droite de ce site web: <http://bit.ly/9D9J2k>
- 120** Shane Romig, "Les tribunaux argentins interdisent l'épandage de produits agrochimiques près d'une ville en zone rurale", Dow Jones Newswires, 17 mars 2010: <http://www.advn.com/nyse/StockNews.asp?stocknews=MON&article=42014713&headline=argentina-court-blocks-agrochemical-spraying-near-rural-town>
- 121** Dario Aranda, Entretien avec des personnes qui épandent le glyphosate. I. Viviana Peralta, 23 septembre 2010: <http://foodfreedom.wordpress.com/2010/09/23/interviews-with-glyphosate-sprayed-people-i-viviana-peralta/>
- 122** Manifestation des paysans Haïtiens et de La Via Campesina contre Monsanto pour la souveraineté alimentaire et la souveraineté des semences, 16 juin 2010.
- 123** Monsanto fait un don de semences potagères et de maïs conventionnelles pour remédier aux besoins de la sécurité alimentaire, 13 mai 2010: <http://monsanto.mediaroom.com/index.php?s=43&item=839>
- 124** En janvier 2010, quatre mois après le tremblement de terre en Haïti, Monsanto assistait au Forum économique mondial de Davos, en Suisse. Dans le cadre de leur engagement dans les problèmes mondiaux concernant l'agriculture, Monsanto a décidé de livrer des semences potagères et de maïs en Haïti. Il n'est pas clair si les Haïtiens faisaient partie des discussions à Davos. Une année plus tard, au même Forum, 17 grandes multinationales de la chaîne agroalimentaire dont Monsanto ont annoncé qu'elles allaient être le fer de lance d'une "Nouvelle Vision pour l'Agriculture" afin de favoriser la production alimentaire tout en luttant contre les émissions de gaz à effet de serre et les changements climatiques. Voir Forum économique mondial, Business Leaders Launch Strategy to Boost Global Food Security (les dirigeants économiques lancent une stratégie afin de favoriser la sécurité alimentaire mondiale) 28 janvier 2011: <http://www.weforum.org/s?m=monsanto+USAID>
Manifestation des paysans Haïtiens et de La Via Campesina contre Monsanto pour la souveraineté alimentaire et la souveraineté des semences, 16 juin 2010.
- 125** Via Campesina, manifestation de 10,000 Paysans contre Monsanto en Haïti, 9 juin 2010: http://www.viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=929:10000-peasants-march-against-monsanto-in-haiti-peasant-leader-to-visit-us&catid=49:stop-transnational-corporations&Itemid=76
- 126** Section du développement durable (SD), FAO, Ressources génétiques agricoles, 1998: <http://www.fao.org/sd/EPdirect/EPRe0040.htm>
- 127** Joel Maldonado, Revisan Proyecto de Ley Transgénicos, 7 septembre 2011: <http://www.s21.com.gt/pulso/2011/09/07/revisan-proyecto-ley-transgenicos>
- 128** Dianan Choc Martínez, Una Estrategia contra el Hambre supervisada por AID, 17 décembre 2011: <http://www.elperiodico.com.gt/es/20111217/pais/205236/>
- 129** Site web du programme Feed the Future du gouvernement américain: <http://www.feedthefuture.gov>
- 130** USAID , USAID Administrator Highlights Private Sector Partnerships to Reduce Hunger and Poverty at the World Economic Forum, 28 janvier 2011: <http://www.usaid.gov/press/releases/2011/pr110128.html>
For more information visit www.feedthefuture.gov and www.usaid.gov
- 131** Initiative de Monsanto, Feed the Future, Déclaration de Mr. Gerald Steiner, Executive Vice President, Sustainability and Corporate Affairs, Monsanto Company, before the House Foreign Affairs Committee, 20 juillet 2010: <http://www.monsanto.com/newsviews/Pages/Feed-the-Future-Initiative.aspx>
- 132** ISAAA, Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2010, Synthèse - Brief 42 2010: <http://isaaa.org/resources/publications/briefs/42/executivesummary/default.asp>
- 133** Food & Water Watch Food and Agriculture Biotechnology Industry Spends More Than Half a Billion Dollars to Influence Congress, novembre 2010: <http://documents.foodandwaterwatch.org/BiotechLobbying-web.pdf>
Bloomberg Businessweek, "Monsanto spent \$1.7 million lobbying gov't in 2Q", 27 septembre 2011: <http://www.businessweek.com/ap/financialnews/D9Q00U00.htm>
- 134** Food & Water Watch, Food and Agriculture Biotechnology Industry Spends More Than Half a Billion Dollars to Influence Congress, novembre 2010: <http://documents.foodandwaterwatch.org/BiotechLobbying-web.pdf>
- 135** 'National Wildlife Refuge' ce nom désigne certaines zones protégées des Etats-Unis.
- 136** PEER est une alliance à but non lucratif, regroupant des scientifiques locaux, nationaux et fédéraux, des policiers, des gestionnaires fonciers et d'autres professionnels qui travaillent à la garantie des lois environnementales: www.peer.org
- 137** Centre pour la sécurité alimentaire (Center for Food Safety), Procès pour arrêter les cultures transgéniques dans les réserves du sud est: les cultures transgéniques dans 25 réserves dans 8 états sont illégales, 12 août 2011: <http://www.centerforfoodsafety.org/2011/08/12/lawsuit-to-halt-ge-crops-on-southeastern-refuges-genetically-engineered-crops-on-25-refuges-in-8-states-are-illegal/>
- 138** Liste des 35 hauts fonctionnaires des USA qui travaillent pour le groupe de travail sur la biotechnologie dans l'agriculture: http://peer.org/docs/nwr/7_21_11_White_House_Agricultural_Biotechnology_Working_Group.pdf
- 139** Public Employees for Environmental Responsibility, White House Pact With Industry to Push GE Plants, 21 juillet 2011: http://www.peer.org/news/news_id.php?row_id=1501
- 140** Public Employees for Environmental Responsibility, Pacte entre la Maison Blanche et les industries afin de pousser les cultures transgéniques, 21 juillet 2011: http://www.peer.org/news/news_id.php?row_id=1501
- 141** United States District Court of the District of Columbia, Civil Action: PEER v. Office of Management and Budget & US Department of State, 21 juillet 2011: http://peer.org/docs/nwr/7_21_11_PEER_FOIA_Complaints_OMB_State_USTR.pdf
- 142** PEER, Beyond Pesticides and the Center for Food Safety (CFS), Complaint for declaratory and injunctive relief, 2 November 2011: http://peer.org/docs/nwr/11_2_11_Midwest_Refuge_GE_Complaint.pdf
- 143** Earth Open Source, Roundup and birth effects: Is the public being kept in the dark? Juin 2011: <http://www.scribd.com/doc/57277946/RoundupandBirthDefectsv5>
Michael Antoniou, Paulo Brack, Andrés Carrasco, John Fagan, Mohamed Habib, Paulo Kageyama, Carlo Leifert, Rubens Onofre Nodari, Walter Pengue, GM Soy: Sustainable? Responsible?? septembre 2010: http://www.gmwatc.org/images/pdf/gm_full_eng_v15.pdf
- 144** Les pesticides sont des produits chimiques toxiques conçus, comme leur nom l'indique en anglais, pour tuer des ravageurs (pest), c'est à dire toute chose vivante qui peut endommager les récoltes. Il y a diverses catégories de pesticides: les insecticides qui sont conçus pour tuer les insectes, les herbicides conçus pour tuer les mauvaises herbes etc. See <http://www.pan-uk.org/>
- 145** Aaron J. Gassmann, Jennifer L. Petzold-Maxwell, Ryan S. Keweshan, Mike W. Dunbar, Field-Evolved Resistance to Bt Maize by Western Corn Rootworm, Department of Entomology, Iowa State University, Ames, Iowa, USA, 2011: <http://www.plosone.org/article/info:doi%2F10.1371%2Fjournal.pone.0022629>
Jack Kasky, 'Monsanto Corn Falls to Illinois Bugs as Investigation Widens', Bloomberg, 2 septembre 2011: <http://www.bloomberg.com/news/2011-09-02/monsanto-corn-is-showing-illinois-insect-damage-as-investigation-widens.html>
- 146** Les récoltes dans les années 2007 et 2008 ont formé 46% de l'augmentation d'herbicide utilisé durant les treize dernières années, pour les trois cultures tolérantes à l'herbicides. Charles Benbrook, Impacts of Genetically Engineered Crops on Pesticide Use: The First Thirteen Years, The Organic Center, novembre 2009: www.organic-center.org/reportfiles/13Years20091126_FullReport.pdf
- 147** US Geological Survey, Widely Used Herbicide Commonly Found in Rain and Streams in the Mississippi River Basin, 29 août 2011.
- 148** Greenpeace & GM Freeze, Herbicide tolerance and GM crops, Why the World should Ready to Roundup Glyphosate, juin 2011: <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/agriculture/2011/363%20-%20GlyphoReportDEF-LR.pdf>
- 149** Charles Benbrook, Impacts of Genetically Engineered Crops on Pesticide Use: The First Thirteen Years, The Organic Center, novembre 2009: www.organic-center.org/reportfiles/13Years20091126_FullReport.pdf
Monsanto encourages the use of 2,4-D in its Weed Management document, 2008: http://www.monsanto.com/weedmanagement/Documents/gain_ragweed.pdf
Friends of the Earth International, Who Benefits from GM Crops – 2011, février 2011: <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2011/who-benefits-from-gm-crops-2011>

- 150** ISAAA, Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2010, Synthèse - Brief 42 2010: <http://isaaa.org/resources/publications/briefs/42/executivesummary/default.asp>
- 151** Mariann Basse, Nigerian Biosafety Bill: Whose interest? Education Matters, 15 juin 2011: <http://www.gmwatch.org/component/content/article/13254>
- 152** Emeke Johnkingsley, Nigeria's Senate passes biosafety bill SciDev.Net, 15 juin 2011: <http://www.scidev.net/en/news/nigeria-s-senate-passes-biosafety-bill.html>
- 153** Rosie Spinks, Does Kenya need GM crops as it battles famine in the Horn of Africa? The Ecologist, 8 septembre 2011: http://www.theecologist.org/News/news_analysis/1044089/does_kenya_need_gm_crops_as_it_battles_famine_in_the_horn_of_africa.html
- 154** Greenpeace, Ecological farming: Drought-resistant agriculture, 2010: http://www.biosafety-info.net/file_dir/18493216064c58e899420b6.pdf
- Hugh Riley, Reidun Pommeresche, Ragnar Eltun, Sissel Hansen & Audun Korsæth, Soil structure, organic matter and earthworm activity in a comparison of cropping systems with contrasting tillage, rotations, fertilizer levels and manure use. Agriculture, Ecosystems & Environment, 2008.
- 155** ETC Group, Earth Grab: Geopiracy, the New Biomasters and Capturing Climate Genes, Pambazuka Press, 2011: <http://www.pambazuka.org/en/category/features/77446>
- Greenpeace, Ecological farming: Drought-resistant agriculture, 2010: http://www.biosafety-info.net/file_dir/18493216064c58e899420b6.pdf
- Friends of the Earth International, Qui profite des cultures transgéniques – 2010, septembre 2010: <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2010/who-benefits-from-gm-crops-2010/view>
- 156** African Centre for Biosafety, Bad News! SA Approves GM Rice, Barrage of New GM maize varieties, 24 October 2011: <http://www.biosafetyafrica.org.za/index.php/20111024367/BAD-NEWS-SA-APPROVES-GM-RICE-BARRAGE-OF-NEW-GM-MAIZE-VARIETIES-FOR-IMPORT/menu-id-100026.html>
- 157** ETC Group, Who will control the Green Economy? décembre 2011: http://www.etcgroup.org/upload/ETC_wwtge_14dec2011_4web.pdf
- 158** African Centre for Biosafety, Bad News! SA Approves GM Rice, Barrage of New GM maize varieties, 24 octobre 2011: <http://www.biosafetyafrica.org.za/index.php/20111024367/BAD-NEWS-SA-APPROVES-GM-RICE-BARRAGE-OF-NEW-GM-MAIZE-VARIETIES-FOR-IMPORT/menu-id-100026.html>
- 159** Les Forum paysans de Lutzville et la Campagne pour la souveraineté alimentaire, les expériences sur les OGM de Monsanto rejetées par la population de Lutzville, 5 October 2011: <http://caposud.wordpress.com/2011/10/22/south-africa-monsanto-gmo-experiment-rejected-by-lutzville-community/>
- 160** Réseau africain pour la biodiversité, Alliance pour la souveraineté alimentaire (AFSA): http://www.africanbiodiversity.org/content/alliance_food_sovereignty_afsa
- 161** Rio+20, UN Conference on Sustainable Development website: <http://www.unsd2012.org/rio20/>
- 162** La spéculation financière a conduit à une hausse des prix alimentaires. Voir World Development Movement, Broken markets - How financial market regulation can help prevent another global food crisis, septembre 2011: <http://www.wdm.org.uk/sites/default/files/Broken-markets.pdf>
- 163** Food and Agricultural Organization, Green the Economy with Agriculture (GEA) Taking stock of potential, options and prospective challenges, mars 2011: http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/sustainability/docs/GEA_concept_not_e_3March_references_01.pdf
- 164** United Nations Environment Programme, Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication, 2011: <http://www.unep.org/greeneconomy/GreenEconomyReport/tabid/29846/Default.aspx>
- 165** United Nations Environment Programme, Agriculture: investing in natural capital, février 2011: http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_2_Agriculture.pdf
- 166** Consultative Group on International Agricultural Research: <http://www.cgiar.org/>
- 167** World Bank, Climate-smart agriculture, disponible à partir du 12 décembre 2011: <http://climatechange.worldbank.org/content/climate-smart-agriculture>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, Climate-smart agriculture for development, FAO, 2011: <http://www.fao.org/climatechange/climatesmart/en>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, "Climate-smart" Agriculture: policies, practices and financing for food security, adaptation and mitigation. FAO, 2010: <http://www.fao.org/docrep/013/i1881e/i1881e00.pdf>
- 168** ActionAid, Fiddling with soil carbon markets while Africa burns, septembre 2011: <http://www.actionaid.org/publications/fiddling-soil-carbon-markets-while-africa-burns>
- 169** Voir ActionAid, Say No to Carbon Markets! Six reasons why soil carbon markets won't work for smallholders, septembre 2011: <http://www.actionaid.org/publications/say-no-soil-carbon-markets-six-reasons-why-soil-carbon-markets-won%E2%80%99t-work-smallholders>
- 170** ISAAA, Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2010, Synthèse - Brief 42 2010: <http://isaaa.org/resources/publications/briefs/42/executivesummary/default.asp>
- 171** Michael Antoniou, Paulo Brack, Andrés Carrasco, John Fagan, Mohamed Habib, Paulo Kageyama, Carlo Leifert, Rubens Onofre Nodari, Walter Pengue, GM Soy: Sustainable? Responsible? septembre 2010: http://www.gmwatch.eu/images/pdf/gm_full_eng_v15.pdf
- 172** ETC Group, Earth Grab: Geopiracy, the New Biomasters and Capturing Climate Genes, Pambazuka Press, 2011: <http://www.pambazuka.org/en/category/features/77446>
- Union of Concerned Scientists, Agricultural Practices and Carbon Sequestration Fact Sheet, 2009: http://www.ucsusa.org/food_and_agriculture/science_and_impacts/science/ag-carbon-sequest-fact-sheet.html
- 173** EuropaBio, Climate-smart agriculture: Could it save farming?, 15 septembre 2011: <http://seedfeedfood.eu/climate-smart-agriculture-could-it-save-farming>
- 174** Il y a environ deux siècles lors du début du capitalisme, le quatrième président des USA James Madison a lancé un avertissement sur les entreprises qui pouvaient devenir les "outils et les tyrans" des gouvernements. Voir Noam Chomsky, State and Corp, 18 mai 2005: <http://www.zcommunications.org/state-and-corp-by-noam-chomsky>
- 175** Juliette Jowitz, Corporate lobbying is blocking food reforms, senior UN official warns, The Guardian, 22 septembre 2010: <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/sep/22/food-firms-lobbying-samuel-jutzi>
- 176** GRAIN, Food and climate change: the forgotten link, 28 septembre 2011: <http://www.grain.org/article/entries/4357-food-and-climate-change-the-forgotten-link>
- 177** GRAIN, Earth matters: tackling the climate crisis from the ground up, 2009: <http://www.grain.org/article/entries/735-earth-matters-tackling-the-climate-crisis-from-the-ground-up>
- 178** Mr Olivier De Schutter, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Achieving the right to food: from global governance to national implementation: Contribution to the 37th session of the Committee on World Food Security (CFS), 17 octobre 2011: http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20111018_speechcfs.pdf
- 179** Rio+20: What are the options - when "Business as usual" is not an option?: <http://www.timeoactrio20.org/en>
- 180** Mobilize together towards Rio+20 and beyond: <http://jubilaeosouth.blogspot.com/2011/10/social-movements-launch-call-to.html>
- 181** Barbara Haya and Payal Parekh, Hydropower in the CDM: Examining Additivity and Criteria for Sustainability, Novembre 2011: <http://www.internationalrivers.org/files/Haya%20Parekh-2011-Hydropower%20in%20the%20CDM.pdf>
- 182** FERN (2010). Trading Carbon: How it works and why it is controversial. Août 2010: http://www.fern.org/sites/fern.org/files/tradingcarbon_internet_FINAL.pdf
- 183** Greenpeace, Should Forests and other Land Use Change Activities be in the CDM? Août 2000: <http://archive.greenpeace.org/climate/politics/lyonsink.html>
- En outre, les risques de "leakage ou fuite" signifient que les changements concernant l'utilisation du sol tel que le déboisement se déplacent ailleurs.
- 184** Pour une liste des pays industrialisés de l'Annexe 1, se reporter à: http://unfccc.int/parties_and_observers/parties/annex_i/items/2774.php
- 185** Une compensation du carbone est une réduction des émissions de gaz à effet de serre, ou séquestration des gaz déjà émis, comme dans le cas du carbone du sol et du carbone forestier. La compensation est créée à un endroit donné afin de compenser (« offset » en anglais) une émission qui a eu lieu ailleurs. Les compensations pour le carbone du sol va permettre de promouvoir l'achat et la vente de crédits de compensation calculés sur la base du montant du carbone stocké dans les sols.
- 186** Tamra Gilbertson and Oscar Reyes, Carbon Trading: How it works and why it fails, 2009, Dag Hammarskjöld Foundation, Uppsala: <http://www.tni.org/sites/www.tni.org/files/download/carbon-trading-booklet.pdf>
- International Rivers, Dirty Hydro: Dams and Greenhouse Gas Emissions, International Rivers, 2008: http://www.internationalrivers.org/files/dirtyhydro_factsheet_lorez.pdf
- 187** Econexus, Biofuelwatch, Grupo de Reflexion Rural and NOAH - Friends of the Earth Denmark, Agriculture and climate change: Real problems, false solutions, septembre 2009: http://www.econexus.info/sites/econexus/files/agriculture_climate_change_November_2009.pdf
- 188** Patrick Verkoijen, le coordinateur de la Banque mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat accueille favorablement l'inclusion de l'agriculture dans la "Plateforme de Durban" et a déclaré que, "Ce résultat est historique, car c'est la première fois que l'UNFCCC adopte une décision sur l'agriculture." Vanessa Meadu, Victories for food and farming in Durban climate deals, Agricultural & Rural Development Day, 13 décembre 2011: http://www.agricultureday.org/blog/2011/12/victories-for-food-and-farming-in-durban-climate-deals/?utm_source=ARDD+contacts&utm_campaign=a2ed9cf003-post+COP17+update+to+ARDD+list12_13_2011&utm_medium=email
- 189** ActionAid, Fiddling with soil carbon markets while Africa burns, septembre 2011: <http://www.actionaid.org/publications/fiddling-soil-carbon-markets-while-africa-burns>
- 190** REDD+ est le terme utilisé pour l'initiative mondiale soutenue par l'UNFCCC. Le symbole + se réfère à une forme de REDD qui comprend des opérations d'abattage des arbres et de plantations.
- 191** Des suggestions à propos de ces approches sont évidentes dans les recherches menées par des organisations comme le CGIAR. Cf. par exemple: CGIAR and CTA, Farming's climate-smart agriculture: placing agriculture at the heart of climate-change policy, 2011: http://cafs.cgiar.org/sites/default/files/assets/docs/farmings_climate-smart_future.pdf
- 192** Le terme "leakage ou fuite" se réfère aux projets visant à réduire le déboisement qui ne contribue pas à la réduction des émissions totales car le problème – à savoir le déboisement – se déplace ailleurs. Les moteurs du déboisement n'ont donc pas été traités.
- 193** Friends of the Earth International, In the REDD: Australia's carbon offset project in Central Kalimantan, décembre 2011: <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2011/in-the-redd-australias-carbon-offset-project-in-central-kalimantan>
- Pour plus de cas de projets REDD causant des dégâts sociaux et environnementaux, cf.: Friends of the Earth International, REDD: The realities in black and white, novembre 2010: <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2010/redd-the-realities-in-black-and-white/view>
- REDD Monitor is an invaluable resource for the latest development regarding REDD projects: [website: www.redd-monitor.org](http://www.redd-monitor.org)
- 194** Le texte de Durban sur l'agriculture consiste de trois paragraphes à la page 14 des Conclusions du travail du Groupe de travail Ad Hoc sur l'Action de coopération à long terme dans le cadre de la Convention: http://unfccc.int/files/meetings/durban_nov_2011/decisions/application/pdf/cop17_lcaoutcome.pdf
- Les détails en seront négociés courant 2012 avec l'intention d'arriver à une décision lors

des prochaines négociations onusiennes sur le climat qui auront lieu au Qatar à la fin de l'année.

193 Doreen Stabinsky, A deal in Durban? What happened on agriculture during the Durban climate conference, 13 décembre 2011: <http://www.iatp.org/blog/201112/the-%E2%80%9Cdeal%E2%80%9D-in-durban-what-happened-on-agriculture-at-the-climate-talks>

World Bank, African Ministers, Gear up for Durban Climate Talks, novembre 2011: <http://climatechange.worldbank.org/content/african-ministers-gear-durban-climate-talks>

South African Government Information, Address by President Jacob Zuma on the occasion of the COP 17 High Level Side Event on Climate-smart Agriculture, Durban, 7 décembre 2011:

<http://www.info.gov.za/speech/DynamicAction?pageid=461&sid=23898&tid=51597>

194 Doreen Stabinsky, A deal in Durban? What happened on agriculture during the Durban climate conference, 13 décembre 2011: <http://www.iatp.org/blog/201112/the-%E2%80%9Cdeal%E2%80%9D-in-durban-what-happened-on-agriculture-at-the-climate-talks>

195 Au cours des débats, il a été convenu de développer de nouveaux mécanismes pour le commerce du carbone, hors CDM, qui permettraient aux économies de continuer à fonctionner avec des combustibles fossiles.

Friends of the Earth International, Disastrous "durban package" accelerates onset of climate catastrophe, 13 décembre 2011:

<http://www.foei.org/en/media/archive/2011/climate-disastrous-durban-package-accelerates-onset-of-climate-catastrophe>

196 Third World Network, TWN Durban Climate News Update No.25: Major clash of paradigms in the launch of new climate talks:

http://www.twinside.org.sg/title2/climate/durban_update_01.htm

Ceci ouvre la voie à des changements climatiques irréversibles car les émissions de carbone atteignent des niveaux élevés record et il faudrait procéder à des réductions drastiques au cours des cinq prochaines années.

University of East Anglia, Global carbon emissions reach record 10 billion tonnes - threatening two degree target, 4 décembre 2011:

<http://www.uea.ac.uk/mac/comm/media/press/2011/December/globalcarbonproject> International Energy Agency, Prospect of limiting the global increase in temperature to 2°C is getting bleaker, 30 mai 2011: http://www.iea.org/index_info.asp?id=1959

197 Nina Chestney and Jeff Coelho, Analysis: Carbon markets still on life support after climate deal, Reuters, 12 décembre 2012:

<http://www.reuters.com/article/2011/12/12/us-climate-carbon-idUSTRE7BB0QT20111212>

198 Dinakar Sethuraman and Natalie Obiko Pearson, Carbon Credits Turning 'Junk' as Ban Shuts Door: Energy Markets, 7 décembre 2011:

<http://www.bloomberg.com/news/2011-12-06/carbon-credits-becoming-junk-before-2013-ban-closes-door-energy-markets.html>

199 Les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande veulent utiliser les crédits de compensation à partir des mécanismes de marché qu'ils ont créé en dehors de l'UNFCCC afin de satisfaire leurs engagements volontaires de réduction d'émissions. Payal Parekh, Durban package lacks ambition and equity, 12 décembre 2011:

<http://www.climate-consulting.org/2011/12/12/durban-package-lacks-ambition-and-equity/>

200 Le CCX est maintenant défunt. Cf. New York Times, Chicago Climate Exchange Closes Nation's First Cap-And-Trade System but Keeps Eye to the Future, 3 janvier 2011: <http://www.nytimes.com/cwire/2011/01/03/03climawire-chicago-climate-exchange-closes-but-keeps-ey-78598.html?pagewanted=all>

201 ActionAid, Fiddling with soil carbon markets while Africa burns, septembre 2011: <http://www.actionaid.org/publications/fiddling-soil-carbon-markets-while-africa-burns>

202 Cf. document UNEP/CBD/COP/10/L.46: <http://www.cbd.int/cop10/inession/>

203 IISD, Résumé de la Xème Conférence des Parties de la Convention sur la Biodiversité, 18-29 octobre 2010: <http://www.iisd.ca/vol09/enb09544e.html>

204 Nature, Geoengineering faces ban, 2 novembre 2010: <http://www.nature.com/news/2010/101102/full/468013a.html>

La Via Campesina, Small Farmers' Solutions to the biodiversity crisis, 26 October 2010: http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=961:small-farmers-solutions-to-the-biodiversity-crisis&catid=22:biodiversity-and-genetic-resources&Itemid=37

205 Third World Resurgence, Conference agrees on geoengineering moratorium, octobre-novembre 2010: <http://www.twinside.org.sg/title2/resurgence/2010/242-243/cover03.htm>

206 Les points critiques catastrophiques pour le climat seront verrouillés d'ici à cinq ans à moins que l'on puisse en changer radicalement le cours et ce sans exagérations. Cf. Agence internationale de l'Énergie, Le monde s'enferme dans un avenir énergétique non soutenable qui pourrait entraîner des conséquences considérables, prévient l'Agence dans son dernier rapport : World Energy Outlook, 9 novembre 2011: http://www.iea.org/press/pressdetail.asp?PRESS_REL_ID=426

207 Cf. Natural Environment Research Council, Experiment Earth? août 2010: <http://www.nerc.ac.uk/about/consult/geoengineering-dialogue-final-report.pdf>

The Royal Society, Solar radiation management, décembre 2011: <http://royalsociety.org/policy/projects/solar-radiation-governance/>

ETC Group, Earth Grab: Geopiracy, the New Biomasters and Capturing Climate Genes, Pambazuka Press, 2011: <http://www.pambazuka.org/en/category/features/77446>

208 ETC Group, Civil Society Organizations to IPCC: Take Geoengineering off the Table! 15 juin 2011:

<http://www.twinside.org.sg/title2/climate/info.service/2011/climate20110604.htm>

209 Fiona Harvey, 'Global warming crisis may mean world has to suck greenhouse gases from air', The Guardian, 5 juin 2011:

<http://www.guardian.co.uk/environment/2011/jun/05/global-warming-suck-greenhouse-gases>

210 ETC Group: Earth Grab, Geopiracy, the New Biomasters and Capturing Climate Genes, Pambazuka Press, 2011: <http://www.pambazuka.org/en/category/features/77446>

211 The Royal Society, Solar radiation management, décembre 2011: <http://royalsociety.org/policy/projects/solar-radiation-governance/>

212 EDF, The Royal Society, TWAS, Solar Radiation Management: the governance of research, 2011:

http://royalsociety.org/uploadedFiles/Royal_Society_Content/policy/projects/solar-radiation-governance/DES2391_SRMGI%20report_web.pdf

213 ETC Group, Geoengineering: Gambling with Gaia, octobre 2010: http://www.etcgroup.org/upload/publication/pdf_file/ETC_COP10GeoBriefing081010.pdf

214 Biofuelwatch, Biochar, a big new threat to people, land and ecosystems, avril 2009: <http://www.tni.org/archives/act/19389>

215 The African Biodiversity Network, Biofuelwatch and the Gaia Foundation, Biochar Land Grabbing: The impacts on Africa, décembre 2010:

http://www.biofuelwatch.org.uk/docs/biochar_africa_briefing.pdf

216 Professional Engineering, Air capture could result in lower global carbon price, 8 novembre 2011: <http://profeng.com/news/air-capture-could-result-in-lower-global-carbon-price>

217 Clive Hamilton, 'The clique that is trying to frame the global geoengineering debate', The Guardian, 5 décembre 2011:

<http://www.guardian.co.uk/environment/2011/dec/05/clique-geoengineering-debate?intcmp=122>



La Via Campesina est le mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles... Elle défend l'agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Elle s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement.

La Via Campesina regroupe environ 150 organisations locales et nationales dans 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. En tout, elle représente environ 200 millions de paysannes et de paysans. C'est un mouvement autonome, pluraliste et multiculturel, sans affiliation politique, économique ou autre.

En savoir plus: www.viacampesina.org



Les Amis de la Terre International est le réseau populaire écologiste le plus large du monde, qui relie 76 organisations membres nationales et près de 5 000 groupes d'activistes de tous les continents. Avec plus de 2 millions d'adhérents et de sympathisants répartis autour du monde, nous militons pour la solution des problèmes écologiques et sociaux les plus urgents de notre temps. Nous attaquons la mondialisation économique et nous défendons les solutions susceptibles de contribuer à créer des sociétés respectueuses de l'environnement et socialement justes.

Notre vision est celle d'un monde pacifique et responsable, composé de sociétés qui seront en harmonie avec la nature. nous rêvons d'une société de personnes interdépendantes vivant dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, où la justice et les droits des personnes seront devenus des réalités. Ce sera une société bâtie sur la souveraineté et la participation des peuples. elle sera fondée sur la justice sociale, économique, écologique et de genre, et débarrassée de toutes les formes de domination et d'exploitation, qu'elles s'appellent néolibéralisme, mondialisation, néocolonialisme ou militarisme. Nous pensons que, grâce à ce que nous faisons, l'avenir de nos enfants sera meilleur.

Suivez-nous sur:

<http://www.foei.org>

<http://www.facebook.com/foeint>

Les Amis de la Terre International
P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
Pays Bas

Contactez-nous:

<http://www.foei.org/contact>

Tel: 31 20 622 1369

Fax: 31 20 639 2181



Combat Monsanto a vu le jour en 2008 suite au documentaire de Marie-Monique Robin « Le Monde selon Monsanto » sous la forme d'un Groupement d'intérêt Citoyen (GIC) rassemblant les associations suivantes : a.t.t.a.c, Fondation sciences citoyennes, Greenpeace, La Via Campesina, Les amis de la terre, et Sherpa.

Combat Monsanto est à présent une association œuvrant à la réalisation d'actions collectives ciblées. Son objectif est de :

- 1) Mutualiser les informations et documents sur : les pratiques de l'entreprise Monsanto, les conflits dans lesquels elle est impliquée, les victimes de ses comportements et les démarches qu'ils ont entreprises pour faire reconnaître les préjudices dont ils sont l'objet.
- 2) Assurer le dialogue entre et avec: les victimes de l'entreprise Monsanto à travers la planète, les medias, les élus, les actionnaires et le monde économique.
- 3) Assurer la coordination et /ou la mise en place de campagnes par la société civile à l'encontre de l'entreprise Monsanto. Et ce afin de dénoncer et faire condamner les pratiques qui violent cyniquement les droits les plus élémentaires des individus (santé, libertés fondamentales).

<http://www.combat-monsanto.org>

<https://www.facebook.com/pages/Combat-Monsanto-officiel/136071526429368>

